

An aerial photograph of a river winding through a dense forest. The river is a vibrant blue, contrasting with the green and brown tones of the trees. The forest is thick, with many trees visible from above. The river flows from the top right towards the bottom left, with some rapids visible. A yellow rectangular box is overlaid on the left side of the image, containing text.

La transition énergétique au Canada :

voie d'accès à la vision
2050 pour l'avenir du
réseau énergétique
du Canada



Travailler ensemble
pour un monde meilleur

Table des matières

Lettre d'EY	2
Introduction	3
Les défis posés par les changements climatiques et l'objectif de zéro émission nette	3
Contexte mondial de la transition énergétique	4
Le trilemme énergétique	7
Définition	7
Études de cas	9
Application en Amérique du Nord	11
Le secteur canadien de l'énergie	13
Profils énergétiques nationaux et provinciaux	13
Tendances et faits nouveaux dans le secteur de l'énergie canadien	15
Occasions en matière de transition énergétique par secteur	18
Obstacles actuels à la transition énergétique	22
Plan de transition énergétique à cinq piliers	23
Résumé	23
Plan d'action à cinq piliers	23
Pilier 1 : Définir le réseau énergétique de l'avenir	25
Pilier 2 : Améliorer le cadre de politique publique et de réglementation	25
Pilier 3 : Élaborer un mécanisme de financement	26
Pilier 4 : Éduquer le consommateur et orienter son comportement	26
Pilier 5 : Favoriser la participation des entreprises	26
Outils d'appui	27
Outil A : Technologie et innovation	27
Outil B : Placer l'être humain au centre	27
Outil C : Partenariats et associations	28
Le rôle du Canada dans la transition énergétique mondiale	29
Points critiques que les organisations doivent prendre en considération	31
Considérations	31
Comment les équipes d'EY peuvent aider?	31
Conclusion	32
Personnes-ressources et auteurs	33
Références	34



Un mot d'EY Canada

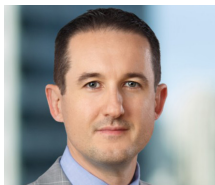
Le Canada, tout comme la communauté mondiale, a reconnu que les défis posés par les changements climatiques constituent une urgence. En tant que signataire de l'Accord de Paris, le Canada s'est engagé à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Pour remplir ses promesses, il aura donc à accomplir un travail considérable en moins de 30 ans.

La décarbonation est une des principales composantes de l'énorme disruption dynamique dans la façon dont la société produit et consomme de l'énergie. En tant que facteur décisif de l'avènement d'une économie décarbonée, la transition énergétique joue un rôle de premier plan dans l'atténuation des contrechocs de l'accélération des changements climatiques.

Le Plan de réduction des émissions pour 2030 du Canada constitue une plateforme politique notable qui définit la mise en place d'une économie carboneutre comme une priorité absolue. L'environnement sociopolitique et économique actuel est propice à la réalisation de la transformation nécessaire pour développer des marchés énergétiques plus fiables, plus résilients, plus équitables et plus écoresponsables. Au Canada, les industries disposent de nombreuses occasions de mettre en œuvre la transition énergétique en vue de réaliser la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique, qu'il s'agisse de réseaux d'électricité propre ou de modes d'agriculture durable.

En 50 ans, le Canada a créé un secteur énergétique stable de classe mondiale et a réussi à afficher un excellent bilan environnemental. Cependant, en décarbonant les chaînes de valeur, la transition énergétique introduira de nouveaux produits sur les marchés nationaux et internationaux, occasionnant une disruption considérable des modèles d'affaires conventionnels. La transition ne vise pas à tourner le dos au passé, mais à innover et à avancer de façon solidaire vers un avenir plus durable. Le Canada fait face à un défi colossal qui commande des changements et des efforts de modernisation à une échelle que le pays n'a pas connue depuis un siècle.

Nous avons rédigé le présent rapport dans le but d'offrir un aperçu de la transition énergétique et de cerner quelques-unes des nombreuses façons dont les organisations canadiennes peuvent participer à ce processus décisif.



Lance Mortlock

Associé directeur, Énergie,
EY Canada



Anne-Marie Hubert

Associée directrice pour l'Est du
Canada et leader, Finance durable,
EY Canada



Introduction

Les défis posés par les changements climatiques et l'objectif de zéro émission nette

La décarbonation demeure un enjeu primordial en ce qui concerne la réponse aux défis posés par les changements climatiques, une voie vers un avenir plus durable pour nous tous et les générations à venir. Au mois d'octobre 2022, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a annoncé que, depuis la 26^e Conférence des parties (la COP26) organisée par l'Organisation des Nations Unies, les efforts déployés à l'échelle mondiale pour rattraper le retard en matière de réduction des émissions pour 2030 sont insuffisants¹. En 2021, les émissions mondiales de CO₂ ont atteint leur niveau le plus élevé jamais enregistré², certains pays ayant pris du retard dans la mise en œuvre de leurs Contributions déterminées par pays, et que des mesures supplémentaires sont nécessaires³.

Pour EY, la transition énergétique est un processus continu de réduction des émissions de carbone dans de nombreux secteurs économiques en fonction des occasions propres à chaque secteur et en vue de bâtir un réseau énergétique plus durable d'ici 2050. Cette transformation entraînera une décarbonation d'envergure qui, une fois mise en œuvre par un nombre suffisant de pays, pourrait finir par juguler les changements climatiques. Toutes les entreprises et organisations doivent se préparer à la disruption qui découlera de la transition énergétique et revoir en conséquence leurs stratégies à long terme.

En dépit du grand nombre d'occasions dont disposent les entreprises canadiennes, celles-ci restent confrontées à plusieurs questions de taille dont dépendra leur capacité à voir clair en cette période de transition :

Q1	Comment la transition énergétique se déroulera-t-elle au Canada et ailleurs dans le monde?	Q4	De quelle façon la transition énergétique garantira-t-elle l'équilibre entre développement durable, équité et sécurité?
Q2	Quel est le rôle du Canada dans les efforts mondiaux déployés en faveur de la transition énergétique?	Q5	Comment la transition énergétique canadienne sera-t-elle financée?
Q3	De quelle façon les secteurs de chaque région contribueront-ils à l'atteinte des objectifs canadiens en matière de transition énergétique?	Q6	Quelles sont les étapes indispensables à la mise en œuvre de la transition énergétique au Canada?

* Les contributions établies par pays représentent des plans non contraignants ayant pour but d'atténuer les effets des changements climatiques.

Il ne sera pas facile d'effectuer la transition entre l'état actuel et des modes opératoires plus sobres en carbone, tout en adaptant les secteurs économiques à cette transformation. Cependant, les tendances et les faits nouveaux sur lesquels porte la présente publication laissent penser que le Canada est en bonne position pour participer à la transition énergétique. En réalité, la transformation est déjà en cours partout au pays.

Le Canada doit prendre des mesures additionnelles pour donner à la transition énergétique une envergure nationale. S'il demeure que le Canada devra relever des défis de taille pour bâtir un système résilient, équitable et durable, la transition devrait créer de nombreuses occasions de croissance inspirantes pour les organisations canadiennes à court, à moyen et à long terme.

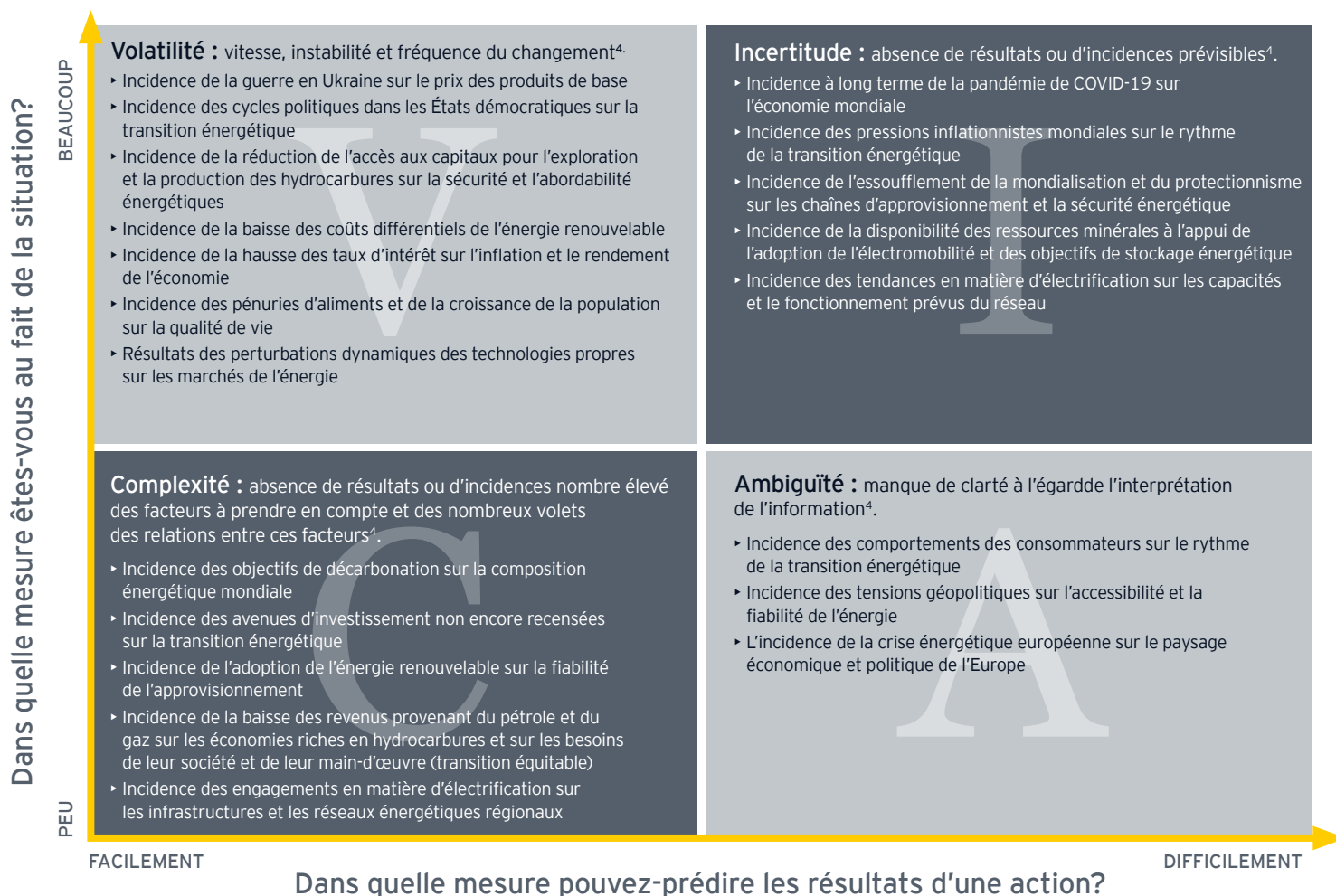
EY propose un Plan d'action à cinq piliers reposant sur trois facteurs de succès qui doit permettre de rapprocher le Canada de l'objectif de zéro émission nette tout en l'aidant à mettre en place sa vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique.

Contexte mondial de la transition énergétique

Nous vivons dans un monde de plus en plus complexe et interrelié. Les rapports de cause à effet n'ont plus rien d'évident ni de prévisible. Les chefs de file stratégiques s'inspirent du modèle VICA (volatilité, incertitude, complexité et ambiguïté)⁴ pour mieux comprendre leurs environnements d'exploitation. Nous nous sommes donc appuyés sur ce même modèle pour contextualiser l'état global de la transition énergétique actuelle. Le modèle VICA organise et simplifie les différents facteurs d'un problème en catégories distinctes, ce qui permet de formuler des recommandations et de prendre des mesures.

Vision pour 2050 du réseau énergétique

Réseau énergétique à zéro émission nette qui doit permettre la prise en charge de la décarbonation et le ralentissement du changement climatique de façon résiliente, équitable et durable.



Volatilité



La transition énergétique fait face à une disruption des marchés qui entrave et retarde l'engagement clair des parties prenantes en faveur de la décarbonation. L'ONU a annoncé que la transformation doit être fondée sur une intensification et une mise en place accélérées des technologies disponibles, car il est trop tard pour une approche graduelle⁵. De tels changements nécessitent du financement et des cadres juridiques et économiques stables, autant de facteurs menacés par la conjoncture mondiale marquée par les changements rapides et la volatilité. Par exemple, la guerre en Ukraine a ébranlé les systèmes énergétiques⁶ et relancé la concurrence géopolitique dans le domaine du pétrole et du gaz⁷, tandis que les marchés mondiaux ont subi les effets de l'inflation élevée et des disruptions des chaînes d'approvisionnement.

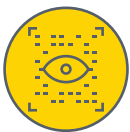
Incertitude



L'avenir de la transition énergétique reste difficile à prédire avec assurance à l'heure actuelle. La transition, à la fois processus et objectif, est conditionnée par un jeu de facteurs complexe. Il est certain que des changements surviendront, mais il est difficile de voir quelle forme ils prendront.

La pandémie de COVID-19 a chambardé de façon inédite les marchés et les moyens de subsistance dans le monde. Selon l'indice de transition énergétique du Forum économique mondial, seulement 10 % des 115 pays étudiés ont su garder le cap sur la transition énergétique au cours de la pandémie⁸. Les gouvernements ont dû répondre aux turbulences économiques par d'importantes mesures réglementaires fiscales et monétaires, ce qui a diminué leur capacité à assurer le financement continu des programmes de décarbonation.

Complexité



Gravitent autour de la transition énergétique de nombreux groupes de parties prenantes aux priorités changeantes, pour qui la durabilité environnementale est tantôt une question centrale, tantôt un enjeu de second ordre, au gré des événements à court ou moyen terme. Les gouvernements dans le mode réévaluent sans cesse l'importance et la priorité des besoins en matière de transition énergétique, ce qui mène à des politiques incohérentes et à des engagements financiers en constante évolution. Par exemple, les systèmes de tarification de la pollution par le carbone varient dans l'ensemble du Canada, où les dispositions fédérales et provinciales s'appliquent souvent simultanément⁹, ce qui crée de la confusion pour les parties prenantes. Plus que jamais, la coopération entre les organisations publiques et privées est indispensable.

De plus, le contexte d'investissement demeure instable. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime qu'au cours de la prochaine décennie, près de 70 % des placements en énergie propre devront être effectués par des promoteurs privés, des consommateurs et des financiers¹⁰. Dans un contexte de changements continus des priorités des parties prenantes et d'un manque de clarté en ce qui concerne les fonds disponibles pour la décarbonation, la transition énergétique peut être décrite comme un écosystème dont l'exploitation est complexe.

Ambiguïté



Les parties prenantes de la transition énergétique font l'objet de différentes pressions, notamment liées au nombre important de risques non systématiques qui rendent ardu ou incertains les processus décisionnels et l'analyse. La mouvance incessante des priorités de la société et des consommateurs, les tensions géopolitiques et le manque de coordination entre les parties prenantes génèrent de la confusion pour les secteurs qui tentent d'établir la stratégie, le rythme et l'étendue de leurs mesures de décarbonation.

De plus, l'augmentation du nombre de phénomènes climatiques continue de saper l'établissement de prévisions en matière d'actifs énergétiques et de gestion des pannes, puisque, en endommageant les infrastructures, les régimes climatiques extrêmes mettent à l'épreuve la fiabilité et la résilience du réseau énergétique. Tout cela fait en sorte qu'on doit interpréter et planifier la transition énergétique dans des situations ambiguës qui mettent les parties prenantes aux prises avec des problèmes tels que le cloisonnement des informations ou l'incompatibilité des objectifs.

Point à retenir

La transition énergétique est un processus rapide et volatile qui comporte un haut degré d'incertitude, de complexité et d'ambiguïté. À ce jour, la transformation devant aboutir à la réalisation de la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique a rencontré de multiples obstacles et demeure incertaine à cause de plusieurs problèmes perturbateurs et complexes tels que l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix des marchandises et l'inflation.

La multiplicité des facteurs qui mettent la transformation à l'épreuve à l'échelle mondiale pourrait se résumer en trois thèmes : sécurité, équité et durabilité énergétique. L'ensemble de ces considérations forme le concept de trilemme énergétique, un outil décisionnel qui repose sur trois facteurs critiques des politiques énergétiques ainsi que sur la notion de systèmes énergétiques durables¹¹.



Le trilemme énergétique

Définition

Le trilemme énergétique s'entend du défi croissant qui consiste à trouver un équilibre entre la sécurité énergétique, le développement durable et l'équité en matière d'accès et d'utilisation quotidiens de l'énergie¹². Ces trois dimensions se complètent mutuellement, mais chacune d'elle est à examiner de façon approfondie : le succès de la transformation et la résilience des systèmes énergétiques de l'avenir en dépendent.

Sécurité énergétique



Évalue la capacité d'un pays à répondre à la demande en énergie actuelle et future, et ce, en préservant l'accessibilité de l'énergie et en faisant preuve de résilience et de fiabilité face aux chocs systémiques avec un minimum de disruption des chaînes d'approvisionnement¹³.

Pertinence :

La sécurité énergétique est essentielle à tous les aspects d'une économie stable. Cette dimension tient à l'accessibilité d'un approvisionnement énergétique fiable et à la présence d'un système énergétique résilient qui peuvent être compromis par des chocs systémiques¹⁴ tels que les tensions géopolitiques, les cyberrisques ou les phénomènes météorologiques extrêmes¹⁵.

Durabilité environnementale



Représente la transition d'un système énergétique national vers l'utilisation de sources énergétiques renouvelables et plus sobres en carbone¹⁶.

Pertinence :

Au cours des dernières décennies, la durabilité environnementale a été à l'avant-plan des mesures de lutte contre les changements climatiques. Cette dimension reflète essentiellement les efforts d'un pays visant à prévenir et à atténuer les effets potentiels sur l'environnement et les changements climatiques¹⁷. L'actuelle crise énergétique mondiale devient un moment crucial dans l'accélération des efforts visant la mise en place d'un système énergétique plus propre, plus sécuritaire et plus abordable.

Équité énergétique



Évalue la capacité d'un pays à garantir l'accès universel à une énergie abordable, abondante et tarifiée de façon juste¹⁸, tant pour l'usage domestique que commercial.

Pertinence :

L'équité énergétique analyse la capacité d'un pays à garantir l'accès universel, tant pour l'usage domestique que commercial à une énergie abordable, abondante et tarifiée de façon juste¹⁹. L'abordabilité est sans doute l'élément qui importe le plus aux yeux des consommateurs, car l'équité énergétique influe directement sur les niveaux de vie. Par conséquent, la compétitivité tarifaire des solutions énergétiques est cruciale pour l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050.

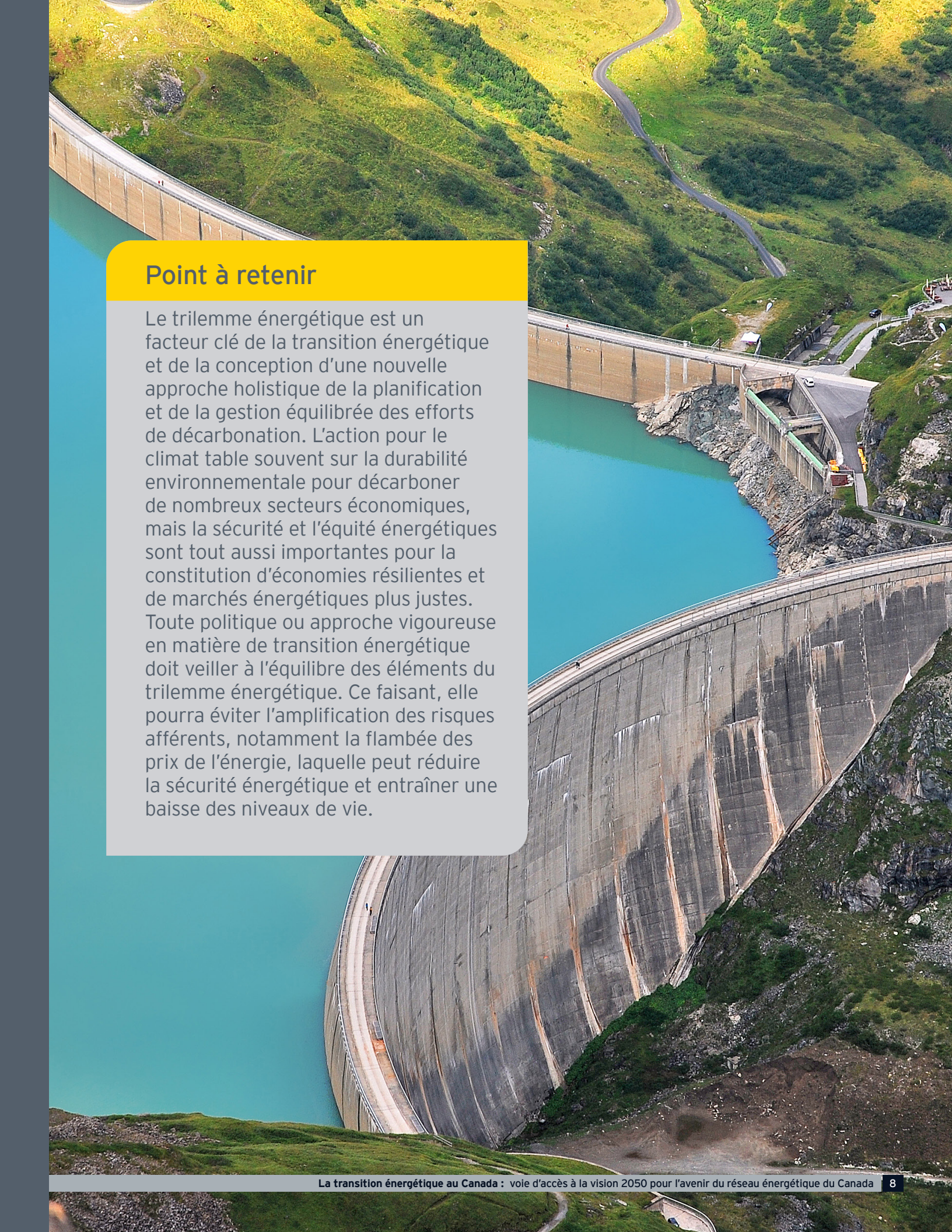
Indicateurs des dimensions

On peut jauger chaque dimension au moyen d'un jeu d'indicateurs qui font ressortir l'amélioration ou la détérioration de la performance d'un pays au chapitre de la gestion du trilemme énergétique. Voici quelques exemples d'indicateurs utilisés pour évaluer les dimensions et les pays :

- Diversité des sources primaires d'énergie
- Dépendance aux importations d'énergie
- Diversité des modes de production d'électricité
- Disponibilité des stocks énergétiques
- Stabilité et capacité de rétablissement du système
- Interconnectivité du système
- Fiabilité du système énergétique

- Tendances en matière d'émissions de GES issues de la production et de la consommation d'énergie
- Production d'électricité renouvelable ou à faibles émissions de carbone
- Intensité carbone des produits énergétiques et des services de transport associés
- Intensité énergétique finale
- Efficacité de la production, de la transmission et de la distribution de l'énergie

- Accès à l'électricité
- Accès à de l'énergie moderne
- Prix de l'électricité (charbon, gaz, hydroélectricité, solaire, nucléaire, etc.)
- Prix de l'essence et du diesel
- Prix du gaz naturel



Point à retenir

Le trilemme énergétique est un facteur clé de la transition énergétique et de la conception d'une nouvelle approche holistique de la planification et de la gestion équilibrée des efforts de décarbonation. L'action pour le climat table souvent sur la durabilité environnementale pour décarboner de nombreux secteurs économiques, mais la sécurité et l'équité énergétiques sont tout aussi importantes pour la constitution d'économies résilientes et de marchés énergétiques plus justes. Toute politique ou approche vigoureuse en matière de transition énergétique doit veiller à l'équilibre des éléments du trilemme énergétique. Ce faisant, elle pourra éviter l'amplification des risques afférents, notamment la flambée des prix de l'énergie, laquelle peut réduire la sécurité énergétique et entraîner une baisse des niveaux de vie.

Étude de cas

Des équipes d'EY ont trouvé trois exemples utiles pour vous aider à mieux comprendre comment le concept du trilemme énergétique peut s'appliquer pour résoudre des défis énergétiques réels. Des études de cas d'Europe, de Suède et d'Islande démontrent l'importance de mettre en œuvre des politiques et des mesures qui tiennent compte des objectifs primaires de la sécurité énergétique, de la durabilité environnementale et de l'équité énergétique. Les compromis entre chacune des dimensions sont complexes et peuvent même paraître obscurs. Or, un développement holistique des systèmes énergétiques doit tenter de gérer le trilemme énergétique dans la plus grande mesure possible, comme l'indique les exemples suivants :

Étude de cas

Les efforts européens visant la sécurité énergétique



Les mesures

Pour faire face aux répercussions géopolitiques de la guerre en Ukraine, l'Union européenne (UE) a adopté des politiques et des réformes structurelles destinées à améliorer la sécurité énergétique en réduisant la dépendance de l'UE aux combustibles fossiles russes, laquelle se chiffre actuellement à 29 % pour le pétrole, à 43 % pour le gaz et à 54 % pour le charbon²⁰. Ces mesures visent l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement gazier et l'adoption de plans visant l'accélération de la transition verte.



Les résultats

Le résultat précis reste à déterminer. Cependant, ces mesures s'annoncent coûteuses à court terme. Les centrales électriques au charbon ont augmenté leur production d'électricité afin de répondre à la montée des prix de l'énergie²¹. Les pays les plus dépendants à l'énergie russe connaîtront un parcours plus difficile vers l'indépendance énergétique. Par exemple, 60 % du chauffage résidentiel en Pologne utilise du charbon importé²², dont une proportion de 75 % provient de la Russie²³.



Les leçons

L'atteinte de la sécurité énergétique est un projet de longue haleine qui demande une planification vigilante dans le but de parer aux risques à court terme et à leurs séquelles pour l'équité et la durabilité énergétiques. De plus, pour éviter la dépendance excessive à une seule ressource et la vulnérabilité qui en découle, il faudrait veiller à diversifier le bouquet de solutions énergétiques.

Les efforts de la Suède visant la durabilité environnementale



Les mesures

En 2018, la Suède a adopté un cadre législatif et réglementaire en matière de climat qui vise l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2045²⁴. Le gouvernement suédois avait lancé, bien avant 2018, plusieurs programmes visant à soutenir la transition énergétique ainsi que les tentatives de l'industrie d'atteindre la carboneutralité, notamment des obligations en matière de réduction des émissions²⁵. Il a de plus mis en œuvre plusieurs stratégies de politique publique visant à promouvoir l'innovation.



Les résultats

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en 2022, la Suède avait déjà réduit de 37,97 % ses émissions totales comparativement à 1990. En effet, ces dernières étaient passées de 52,07 Mt d'éq. CO₂ à 32,3 Mt d'éq. CO₂²⁶. Grâce à ces résultats, le pays est devenu un des chefs de file en matière d'enjeux ESG et d'atténuation des répercussions des changements climatiques. En 2020, la production d'électricité de la Suède était en grande partie renouvelable : 45 % d'hydroélectricité, 17 % d'énergie éolienne et 1 % d'électricité solaire. Le reste du bouquet énergétique revenait à l'énergie nucléaire (29 %) et aux autres sources (8 %)²⁷.



Les leçons

La Suède a reconnu le besoin d'une politique stable à long terme en matière de climat en vue de la mise en œuvre des changements²⁸. Le pays a su décarboner son économie grâce à sa politique proactive et à l'engagement actif de son gouvernement. La sécurité et l'équité énergétiques étaient parmi ses objectifs prioritaires.

Les efforts de l'Islande visant l'équité énergétique



Les mesures

Le marché de l'énergie islandais est un marché isolé qui, jusqu'aux années 1970, comptait largement sur l'importation de combustibles fossiles²⁹. Le pays était sensible aux fluctuations des tarifs de l'énergie et ne possédait ni l'infrastructure ni les connaissances nécessaires pour entreprendre des projets de transformation³⁰.

L'Islande a cependant pris conscience de l'importance de l'hydroélectricité et de l'énergie géothermique pour son marché domestique et a décidé d'en promouvoir l'utilisation et d'y investir³¹. Petit à petit, les municipalités ont commencé à envisager l'adoption de ces deux sources d'énergie³².



Les résultats

À la fin des années 1960, le gouvernement islandais a institué un fonds de redressement pour les activités de forage géothermique afin d'offrir aux promoteurs un financement à faible taux d'intérêt destiné à la recherche, au sondage d'exploration et au partage du risque en matière de forage géothermique³³.

Le pays doit sa prospérité à une combinaison d'efforts privés et publics. Aujourd'hui, près de 100 % de l'électricité consommée provient de sources renouvelables, et 9 ménages sur 10 se chauffent directement à l'énergie géothermique³⁴. Les frais de chauffage à Reykjavik sont nettement inférieurs à ceux des autres capitales nordiques³⁵.



Les leçons

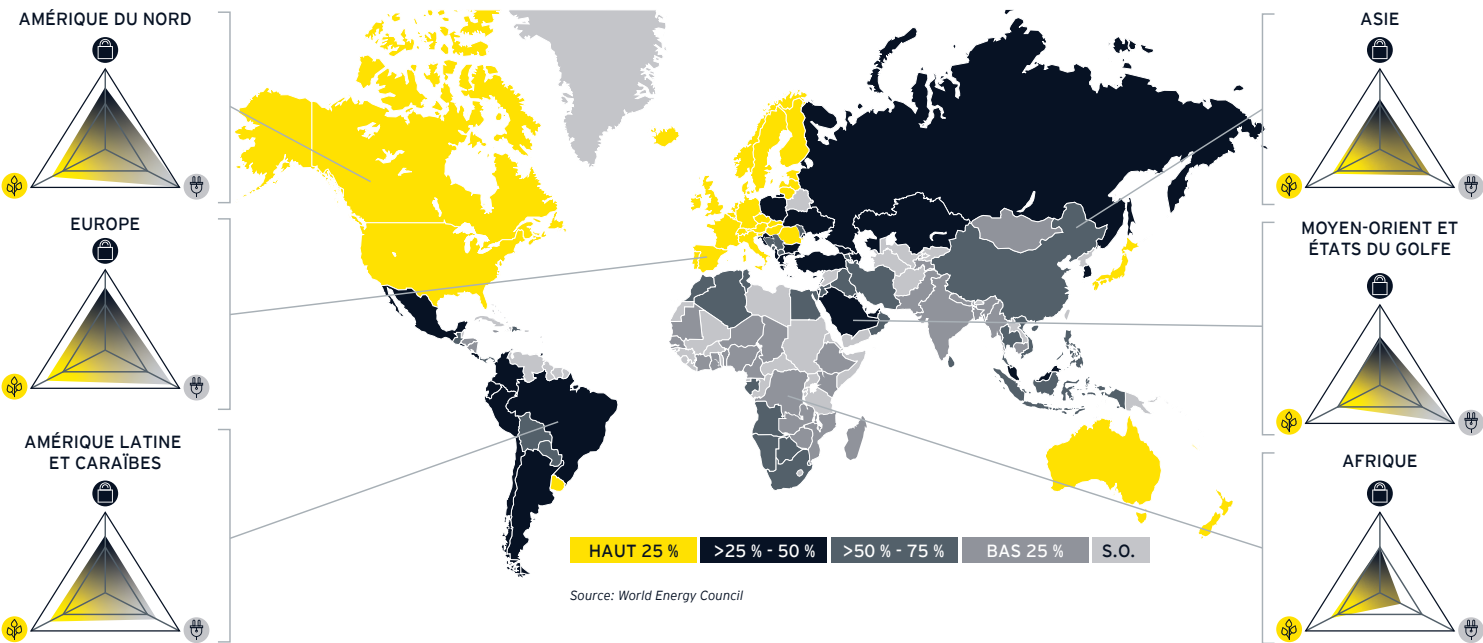
La collaboration entre les secteurs public et privé est essentielle à la réalisation de changements transformationnels. L'Islande a pu assurer la cohésion et la collaboration des différentes parties prenantes, ce qui a permis un dialogue fondé sur la confiance et une mentalité axée sur les solutions³⁶.

Application en Amérique du Nord

L'indice du trilemme énergétique mondial évalue la performance de 127 pays et 6 régions au chapitre du trilemme énergétique. Selon ce cadre d'évaluation, la sécurité énergétique se présente nettement comme un des points forts de l'Amérique du Nord en 2021.

L'équité énergétique est généralement demeurée un enjeu de second ordre, mais les récentes pressions inflationnistes ont révélé des inégalités énergétiques qui défavorisent les communautés rurales et éloignées ainsi que les ménages à faible revenu³⁷.

La durabilité environnementale est le domaine dans lequel les différences sur le plan de la notation entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sont les plus prononcées. Des trois pays, c'est le Canada qui a reçu la note la plus élevée³⁸.



Remarque : Les pourcentages représentent des notes moyennes des résultats régionaux en fonction du cadre du Conseil mondial de l'énergie⁴⁰. Utilisé avec la permission du Conseil mondial de l'énergie.

Note régionale	Sécurité	Équité	Durabilité
Afrique	46 %	26 %	60 %
Asie	58 %	68 %	61 %
Europe	66 %	90 %	74 %
Moyen-Orient	55 %	97 %	48 %
Amérique du Nord	73 %	96 %	68 %
Amérique latine et Caraïbes	62 %	68 %	72 %

Comparativement à d'autres régions, l'Amérique du Nord continue de faire figure de chef de file en matière de sécurité énergétique⁴¹. La région se classe légèrement derrière le Moyen-Orient au chapitre de l'équité énergétique, et derrière l'Europe et l'Amérique latine au chapitre de la durabilité environnementale⁴². En tant qu'un des plus importants producteurs et consommateurs d'énergie, l'Amérique du Nord doit composer avec des priorités contradictoires au moment de soutenir les engagements des gouvernements en matière de décarbonation, de maintenir la prospérité économique, de répondre à la crise énergétique européenne ou de réagir aux besoins changeants des consommateurs. Il demeure néanmoins que l'Amérique du Nord affiche un des meilleurs taux de réussite en ce qui a trait aux critères du trilemme, mais des pistes d'amélioration sont à envisager.

Le Canada est classé sixième selon l'indice du trilemme énergétique⁴³. L'abondance de ressources naturelles, la diversité des modes de production d'électricité et la résilience globale du système énergétique renforcent la sécurité énergétique du Canada. L'équité énergétique demeure forte elle aussi, mais l'abordabilité est un défi pour certaines communautés éloignées en raison des coûts élevés du transport. La note de durabilité du Canada est stable et demeure en dehors du peloton des dix premiers pays, ce qui est en partie attribuable à la présence d'activités industrielles à émissions élevées et aux niveaux élevés des émissions par personne attribuables aux particularités géographiques et climatiques du pays ainsi qu'à son économie largement axée sur les activités d'extraction⁴⁴.

L'Organisation internationale du Travail définit la transition équitable comme une écologisation de l'économie qu'on effectue de la façon la plus juste et inclusive possible envers toutes les parties concernées, créant ainsi des occasions de travail décentes sans laisser personne pour compte³⁹.

Point à retenir

Comparativement à d'autres régions du monde, le trilemme énergétique est bien équilibré en Amérique du Nord, l'accent étant mis sur la sécurité énergétique. La région est néanmoins gravement touchée par plusieurs tendances, notamment le besoin de préserver l'équilibre entre ses impératifs de prospérité économique et le besoin de renforcer l'équité énergétique et la durabilité environnementale.

Le Canada ne fait pas exception. Pour réaliser à la fois les ambitions de croissance économique et atteindre les cibles en matière de changements climatiques du pays tout en veillant à la préservation de la qualité de vie actuelle, les chefs d'entreprise canadiens doivent réfléchir de façon approfondie et critique à la façon dont la priorité accordée à chaque composant du trilemme énergétique façonnera l'avenir de leurs secteurs respectifs.



Le secteur canadien de l'énergie

Profils énergétiques nationaux et provinciaux

Même si le contexte mondial plus large reste important, les chefs de file canadiens doivent également tenir compte des profils énergétiques nationaux et provinciaux, car ils sont tous différents et présentent des difficultés et des possibilités variées. Dans son ensemble, l'économie canadienne est riche en ressources naturelles, et les provinces ont des exigences différentes en matière d'énergie en raison de la variété de leurs caractéristiques territoriales uniques, leurs paysages politiques et sociaux et leurs conjonctures économiques :



Légende

- Faible importance pour la transition énergétique (<50 Mt d'éq. CO₂)
- Importance modérée pour la transition énergétique (entre 50 Mt d'éq. CO₂ et 100 Mt d'éq. CO₂)
- Importance élevée pour la transition énergétique (>100 Mt d'éq. CO₂)

Secteurs clés de la transition énergétique

- Pétrole et gaz
- Transport
- Services financiers
- Mines et métaux
- Énergie et services publics
- Agriculture
- Construction



	Production d'énergie	Empreinte carbone	Secteurs clés
Colombie-Britannique	64,3 TWh Hydroélectricité : 87 % Biomasse : 5 % Gaz naturel : 4 %	61,7 Mt d'éq. CO₂ Transport : 38 % Pétrole et gaz : 21 % Fabrication : 16 %	  
Alberta	76,1 TWh Gaz naturel : 54 % Charbon et coke : 36 % Énergie éolienne : 6 %	256,4 Mt d'éq. CO₂ Pétrole et gaz : 52 % Production d'électricité : 11 % Transport : 11 %	  
Saskatchewan	24,2 TWh Charbon et coke : 41 % Gaz naturel : 40 % Hydroélectricité : 15 %	65,9 Mt d'éq. CO₂ Pétrole et gaz : 26 % Agriculture : 25 % Production d'électricité : 19 %	  
Manitoba	33,9 TWh Hydroélectricité : 97 % Énergie éolienne : 3 %	21,7 Mt d'éq. CO₂ Agriculture : 34 % Transport : 31 % Bâtiments : 14 %	  
Ontario	153 TWh Uranium : 59 % Hydroélectricité : 24 % Énergie éolienne : 8 %	149,6 Mt d'éq. CO₂ Transport : 32 % Bâtiments : 25 % Fabrication : 23 %	  
Québec	212,9 TWh Hydroélectricité : 94 % Énergie éolienne : 5 %	76,2 Mt d'éq. CO₂ Transport : 39 % Fabrication : 26 % Bâtiments : 12 %	  
Nouvelle-Écosse	9,7 TWh Charbon et coke : 25 % Gaz naturel : 22 % Énergie éolienne : 11 %	14,6 Mt d'éq. CO₂ Production d'électricité : 43 % Transport : 30 % Bâtiments : 14 %	  
Nouveau-Brunswick	13,4 TWh Uranium : 38 % Hydroélectricité : 22 % Gaz naturel : 15 %	12,4 Mt d'éq. CO₂ Pétrole et gaz : 27 % Transport : 26 % Production d'électricité : 23 %	  

Remarque : Les services financiers sont un secteur névralgique pour chacune des provinces, tandis que le reste des secteurs présentent des différences régionales. Le plan présente les secteurs les plus importants au chapitre de la transition énergétique dans chaque province. Le Yukon, les Territoires du Nord et le Nunavut n'y figurent pas, ce qui s'explique par le petit nombre de leurs habitants.

Source : Profils énergétiques des provinces et des territoires établis par la Régie de l'énergie du Canada⁴⁵.

Les différences entre les provinces sont assez flagrantes. Par exemple, en 2020, la moyenne nationale pour les émissions de GES au chapitre de la production d'électricité était de 110 grammes d'équivalent CO₂ par kWh⁴⁶, tandis que la moyenne de l'Alberta était de 590 grammes⁴⁷ et celle de la Colombie-Britannique, d'à peine 7,6 grammes⁴⁸. Si elle n'est qu'un exemple de profil énergétique variable au Canada, la production d'électricité souligne l'échelle et l'importance relative des disparités.

Parmi les autres secteurs notables essentiels à l'économie nationale et responsables des émissions de GES des provinces et des territoires, on retrouve ceux du pétrole et du gaz, de la construction, de l'agriculture et des transports ainsi que celui des mines et métaux. Il est à noter que la liste des secteurs classés n'est pas exhaustive. En effet, chaque secteur de l'économie canadienne a un certain rapport à la transition énergétique.

Tendances et faits nouveaux dans le secteur de l'énergie canadien

Pour situer encore mieux la transition énergétique canadienne dans son contexte actuel, les équipes d'EY ont mené une évaluation globale pour regrouper dans six catégories les tendances et les faits nouveaux notables et ainsi contribuer au débat sur la décarbonation : facteurs politiques, économiques, sociaux, technologiques, juridiques et environnementaux.



Facteurs politiques

Le Canada a pris des engagements institutionnels en matière de lutte contre les changements climatiques, mais il fait aussi face à des défis et à un manque d'harmonisation entre les cadres réglementaires régionaux.

Réduction accélérée des GES : en 2021, le gouvernement fédéral s'est fixé une cible plus ambitieuse en matière de GES : passant de 30 % à entre 40 % et 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030⁴⁹.

Mesures provinciales et municipales : différents gouvernements ont mis en place des stratégies d'action pour le climat, par exemple la feuille de route vers l'écologisation de la Colombie-Britannique d'ici 2030 (Clean BC Roadmap to 2030⁵⁰) ou la stratégie climatique de Calgary (Calgary Climate Strategy - Pathways to 2050⁵¹). Néanmoins, l'alignement des objectifs et des mesures peut s'avérer insuffisant.

Législation proactive : En 2018, le Canada a adopté la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre en fonction des émissions de carbone issues de l'utilisation de carburant⁵².

Principale position en matière d'enjeux ESG : Le Canada se classe au premier rang au chapitre des pratiques ESG parmi les pays possédant des réserves de pétrole et au troisième rang parmi les pays grands producteurs de pétrole⁵³.



Facteurs économiques

Le Canada possède un environnement économique stable et résilient.

Importance du secteur de l'énergie : Le secteur énergétique du Canada est à l'origine de près de 9,7 % du PIB nominal du pays en 2021⁵⁴. Les exportations d'énergie vers 142 pays⁵⁴ (91 % vers les États-Unis) représentent une valeur de 154,3 milliards de dollars.

Attrait global : Selon l'ONU, entre 2016 et 2020, le Canada a enregistré le deuxième plus grand ratio de stocks d'IDE par rapport au PIB de tous les pays du G20⁵⁵.

Secteur bancaire résilient : Les institutions financières canadiennes ont démontré leur résilience et leur fiabilité en temps de récession (par exemple, en 2008, ou dans les années 1990 et 1980), réussite attribuable aux régimes réglementaires stricts du pays⁵⁶. En ce sens, elles sont appelées à jouer un rôle décisif dans la conception de produits et de services à l'appui de la décarbonation du Canada.



Facteurs sociaux

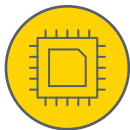
En matière de transition énergétique, le paysage social du Canada a besoin de transparence.

Besoins en ESG : Le sondage qu'EY a mené auprès des investisseurs en 2020 a montré que les répondants ont rendu leurs processus d'évaluation en matière de facteurs ESG plus rigoureux afin de mieux évaluer les risques et de découvrir des occasions d'affaires⁵⁷.

Désir d'énergie propre : Selon un sondage de Clean Energy Canada, 73 % des répondants soutiennent la croissance des secteurs de l'énergie renouvelable et des technologies propres au Canada⁵⁸.

Mobilité électrique : Le nombre de véhicules électriques vendus au Canada est passé à 66 815 en 2021, une augmentation de 1 176 % depuis 2015 et un écart de 42,5 % par rapport à l'année précédente⁵⁹.

Participation des Autochtones : Les parties prenantes canadiennes doivent continuer à collaborer avec les communautés autochtones et tenir compte de leurs points de vue lorsqu'elles abordent les questions relatives à la transition énergétique pour s'assurer que la diversité, l'inclusivité et la reconnaissance du contexte historique seront prises en compte.



Facteurs technologiques

La recherche, la mise au point et la mise en place de technologies continuent de créer des occasions d'affaires au Canada.

Investissement en technologies propres : Dans leur ensemble, le secteur de l'environnement et le secteur des technologies propres ont généré un apport au PIB canadien de 67,5 milliards de dollars en 2020⁶⁰.

Intégration de nouvelles technologies : Entre 2009 et 2018, l'énergie éolienne et l'énergie solaire étaient à l'origine de 68 % des nouvelles capacités de production⁶¹. Dans les Prairies, l'énergie éolienne et l'énergie solaire devraient jouer un rôle important dans l'augmentation des capacités. Par exemple, on prévoit une augmentation de la part qui revient aux énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'Alberta : elle passera de 16 % en 2017 à 26 % en 2023⁶².

Stratégie en matière d'hydrogène : Ressources naturelles Canada a publié un document d'orientation stratégique portant sur la modernisation du réseau énergétique canadien. Le document énonce un cadre ambitieux en matière d'hydrogène et prévoit l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050⁶³. Le rapport d'EY L'avenir de l'hydrogène au Canada fait ressortir le potentiel considérable de l'écosystème de l'hydrogène pour l'objectif de réduction des émissions de GES canadiennes de jusqu'à 26 % par année d'ici 2050⁶⁴.



Facteurs juridiques

Le Canada a adopté de nouvelles exigences et de nouveaux textes législatifs en matière d'enjeux ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) à l'appui de la transition énergétique.

Présentation de l'information sur les facteurs ESG à l'échelle internationale : L'ISSB a publié l'exposé-sondage Exposure Draft Standards for Sustainability Disclosures, très calqué sur les recommandations du GIFCC, portant sur le projet de norme d'information sur la durabilité. L'ISSB envisage de publier les deux premières normes vers la fin du deuxième trimestre de 2023⁶⁵.

Présentation de l'information sur les facteurs ESG du Canada : Les ACVM ont publié une proposition, très calquée sur les recommandations du GIFCC, qui vise à imposer des obligations d'information sur les questions climatiques. En outre, le gouvernement fédéral oblige les sociétés d'État du Canada, et, depuis peu, les institutions financières assujetties aux lois fédérales, à produire leurs informations respectivement de l'E2022 et de l'E2023, selon les recommandations du GIFCC. Les régimes de retraite devraient être assujettis à la même exigence prochainement⁶⁶.

Procès judiciaires ayant trait au climat : le nombre de poursuites judiciaires ayant trait au climat dans le monde a plus que doublé depuis 2015. Les secteurs pétrolier et gazier, alimentaire et agricole, des transports, de la fabrication de plastique et financier en sont de plus en plus souvent la cible⁶⁷. La plupart de ces cas relèvent de l'écoblanchiment⁶⁷, un nouveau risque pesant sur toute entité.



Facteurs environnementaux

Le Canada possède une économie riche en ressources sensibilisée aux enjeux environnementaux et ayant des politiques progressistes. Cependant, la politique du pays peut par moments créer une inefficacité systémique entravant les investissements.

Ressources abondantes : L'actif de ressources naturelles du Canada (c'est-à-dire, les réserves découvertes et soupçonnées) était de 550 milliards de dollars en 2020⁶⁸.

Performance en matière d'environnement : Le Canada et les États-Unis sont les seuls pays du G7 dont les émissions ont augmenté depuis la signature de l'Accord de Paris⁶⁹. N'empêche que le Canada reste parmi les meilleurs en matière de réduction des émissions de GES issues de procédés industriels : la quantité d'émissions de GES globales de son secteur industriel par dollar de PIB (en \$ US) est de 53 MT, alors que la moyenne mondiale se chiffre à 106 MT (le pays se classe quatrième derrière la Norvège, les États-Unis et l'Union européenne)⁷⁰.

Réglementation solide en matière d'environnement : Le Canada possède des règlements progressistes en matière d'environnement, par exemple des lois sur la biodiversité et la conservation des eaux. Si l'importance des règlements fiables en matière de traitement et d'intendance de l'environnement canadien ne fait pas de doute, ces règlements ont toutefois occasionné certaines difficultés. Ainsi, la taxe sur le carbone canadienne présente certains inconvénients majeurs pour l'initiative et entrave sa mise en œuvre. Une taxe sur le carbone augmente le coût de la production d'électricité, de carburant et de nourriture, en particulier pour les ménages à faible revenu. Selon une étude menée par le National Bureau of Economic Research, la charge de la taxe carbone pour les ménages à faible revenu est 1,4 fois supérieure à ce qu'elle représente pour les ménages à revenus supérieurs⁷¹.



Point à retenir

Le Canada possède une économie riche en ressources, mais doit compter avec d'importants contrastes et défis interprovinciaux relativement à la politique, à l'économie et à l'environnement. Le pays n'a pas mis en place de stratégie énergétique nationale unifiée ni de plan d'infrastructure énergétique intégré qui puisse accélérer l'adoption de la transition énergétique. De plus, les secteurs les moins sobres en GES, par exemple le secteur pétrolier et gazier ou la construction, continueront de jouer un rôle important dans l'économie canadienne.

Même si les parties prenantes canadiennes se montrent largement intéressées par la transition énergétique, les progrès à ce jour restent limités. En dépit des nombreux investissements et politiques conçus pour réduire les émissions de GES et de l'existence d'un microenvironnement propice à la transition énergétique, le Canada et les États-Unis sont les seuls pays du G7 dont le taux d'émissions a crû depuis la signature de l'Accord de Paris de 2015⁷².

Néanmoins, la microanalyse relève une présence prépondérante des principaux éléments préalables nécessaires à la reconnaissance du besoin d'une transition énergétique au Canada. Les parties prenantes canadiennes ont réalisé certains progrès en matière de développement durable dans divers secteurs : des innovations ont été adoptées, et l'intensité en GES de certains procédés industriels a été réduite. Cependant, il reste beaucoup à faire pour décarboner les chaînes de valeur et bâtir la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique du Canada.

Occasions en matière de transition énergétique par secteur

Le Canada peut continuer à bâtir son système énergétique en établissant et en maintenant un équilibre efficace entre la sécurité énergétique, la durabilité environnementale et l'équité énergétique. Le trilemme forcera les chefs d'entreprise à réfléchir de façon plus critique à la priorité à accorder aux différents facteurs dans l'élaboration de solutions et de la planification stratégique. Cela dit, chaque secteur devra composer avec ses propres défis et occasions au cours de son processus de décarbonation.



Pétrole et gaz naturel

Au Canada, le secteur pétrolier et gazier est le centre d'attention pour ce qui est de la décarbonation et de la participation à la transition énergétique. Ainsi, la plupart des occasions tournent autour de la réduction de l'empreinte carbone en vue du maintien et de l'augmentation de la productivité.

En outre, le lancement de nouveaux produits énergétiques générera de nouvelles occasions d'affaires au Canada comme à l'étranger, puisque la demande pour des produits énergétiques sera stimulée par de nouvelles applications en aval telles que les camions à hydrogène longue distance.

Les entreprises œuvrant dans le secteur doivent privilégier les investissements durables afin de protéger les terres et les eaux et d'ajuster leurs taux de rendement internes, faisant preuve de leadership en matière de climat. La valeur sociétale et environnementale créée pourra contrebalancer les rendements financiers lorsque les informations sont présentées aux parties prenantes dans un cadre axé sur les questions ESG.



Principaux défis

- Activités d'exploitation qui émettent beaucoup de carbone
- Sensibilité à la concurrence mondiale et vulnérabilité commerciale
- Sécurité et bien-être du personnel
- Cadres complexes de présentation des informations
- Resserrement des règlements environnementaux et climatiques



Principales occasions

- Décarbonation de la chaîne de valeur, par exemple des infrastructures de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUCS) ou de l'hydrogène bleu ou vert
- Génération de crédits de carbone
- Mise en place de partenariats et d'alliances
- Production d'électricité d'origine renouvelable
- Création de produits à valeur ajoutée dans le but de résorber les écarts tarifaires par rapport aux concurrents internationaux



Énergie et services publics

Les organisations du secteur de l'énergie et des services publics sont en train de vivre une transformation de taille liée à l'émergence de quatre facteurs : décarbonation, décentralisation, numérisation et démocratisation. Avant de découvrir la multitude d'occasions de croissance qui jalonnent la transition énergétique, les services publics devront résoudre leurs problèmes opérationnels fondamentaux.

Le modèle de services publics conventionnel devra évoluer, car il faudra assurer l'équilibre entre, d'une part, les flux bidirectionnels provenant des ressources énergétiques distribuées, des véhicules électriques, des batteries et d'autres innovations et, d'autre part, la modernisation des infrastructures de transmission et de distribution. La production d'énergie devra être repensée en fonction de la décarbonation, notamment en Alberta et en Saskatchewan.

Il est attendu que la transition énergétique fasse augmenter la demande pour la production d'électricité en raison de l'électrification. Les entreprises du secteur de l'énergie et des services publics doivent se mettre au diapason de cette croissance et continuer à satisfaire les demandes et les besoins des clients.



Principaux défis

- Les parties prenantes sont lentes à s'aligner sur l'avenir des activités réglementées
- Disponibilité de capitaux limitée
- Mentalité conventionnelle axée sur la surexploitation des actifs
- Production d'électricité centrée sur les combustibles fossiles
- Besoin de solutions particulières pour approvisionner les régions éloignées



Principales occasions

- Envisager l'intégration de sources d'énergie diversifiées, notamment l'énergie nucléaire
- Revoir et moderniser les pratiques de planification des réseaux
- Exercer une influence sur les perspectives réglementaires
- Investir dans des projets pilotes et des solutions novatrices en matière de réseaux
- Envisager l'adoption de modèles faisant appel à des opérateurs de réseaux de distribution ou à des gestionnaires de réseaux de transport



Mines et métaux

La plupart des secteurs qui participent à la transition énergétique auront besoin de matières premières pour la production, la fabrication et la construction de nouvelles infrastructures et solutions à faible émission de carbone.

Les minéraux comme le cobalt, le lithium, le nickel, le graphite et d'autres sont des ressources qu'on utilise largement dans la fabrication de pièces utilisées par les technologies renouvelables telles que les batteries pour les technologies propres, les véhicules électriques et les turbines éoliennes⁷³. L'AIE estimant que la demande globale pour les technologies propres doublera, voire quadruplera d'ici 2040⁷⁴, de nombreuses occasions se présenteront dans le secteur des mines et métaux dans ces marchés.

Les sociétés minières devront également se pencher de près sur les répercussions environnementales et sociales de leurs activités industrielles pour mieux tenir compte d'enjeux tels que la préservation des eaux ou la participation des Autochtones. Ces aspects seront particulièrement importants lorsque les sociétés minières auront besoin d'accroître leurs activités d'exploitation afin de répondre à la demande sans cesse croissante.



Principaux défis

- Activités d'exploitation qui émettent beaucoup de carbone
- Complexité des référentiels d'information relatifs aux enjeux ESG
- Contamination de l'eau et préservation de la biodiversité
- Fluctuation des prix des produits de base
- Sécurité et bien-être du personnel



Principales occasions

- Augmentation de la production et de l'approvisionnement en matériel
- Investissements dans de nouveaux actifs et technologies
- Mise en place de partenariats et d'alliances
- Approvisionnement en matières sobres en carbone pour de grands projets d'infrastructure et des partenariats public-privé
- Électrification et automatisation des activités d'exploitation : des sites d'extraction aux installations de traitement



Construction

La construction industrielle et civile lourde sera en forte demande, car elle devra répondre aux besoins de la transition énergétique. Les entreprises de construction seront amenées à s'engager dans de nombreux partenariats publics, privés ou publics-privés (P3) visant la construction des infrastructures nécessaires allant de nouvelles voies de transit à des routes menant aux corridors de transmission ou aux installations de production d'énergie telles que des barrages hydroélectriques ou des installations nucléaires.

Le secteur de la construction peut s'attendre à une très forte demande, mais les entreprises doivent définir les principales difficultés et solutions qui les attendent pour parvenir à s'intégrer pleinement à l'environnement de la transition énergétique. Une fois de plus, la décarbonation est en tête des préoccupations, puisqu'une verge cube de béton (environ 3 900 lb) est à l'origine de près de 400 lb de CO₂⁷⁵. De plus en plus d'entreprises tentent de réduire l'empreinte carbone de leurs chaînes de valeur. La question de l'intensité carbone des produits et des services sera donc primordiale pour le secteur de la construction.



Principaux défis

- Activités d'exploitation qui émettent beaucoup de carbone
- Resserrement de la réglementation environnementale
- Pénurie de main-d'œuvre expérimentée
- Montée des prix des matériaux
- Détection et mesure du carbone intrinsèque



Principales occasions

- Transition vers des solutions de construction et d'approvisionnement plus sobres en carbone
- Utilisation d'autres sources d'énergie
- Soutien au déploiement de solutions énergétiques renouvelables
- Mise en place de partenariats et d'alliances
- Intégration de nouvelles technologies numériques aux processus de gestion des projets, de communication, etc.

Agriculture

Dans le contexte de la transition énergétique, le secteur de l'agriculture est appelé à évoluer. L'agriculture est responsable de 10 % des émissions de GES du Canada, provenant de trois principales sources : la fermentation entérique, la production végétale et l'utilisation de combustibles à la ferme⁷⁶. La transition énergétique encouragera les agriculteurs à intégrer les nouvelles technologies à leurs pratiques, ce qui les aidera à réduire leur empreinte carbone.

À mesure que la population s'accroît, que la décarbonation prend un caractère plus prescriptif et que les consommateurs exigent de plus en plus de produits écoresponsables, les entreprises agricoles auront de nombreuses occasions d'accroître leurs activités et de réduire leurs coûts d'exploitation. Le secteur devra explorer des avenues responsables de mise en place des solutions retenues afin de continuer à offrir des produits qui soient abordables et de haute qualité pour les consommateurs canadiens et mondiaux.

Principaux défis

- Activités d'exploitation qui émettent beaucoup de carbone
- Incidence des changements climatiques sur le rendement des récoltes
- Augmentation des coûts des intrants
- Augmentation de la concurrence de la part d'acteurs internationaux
- Disponibilité décroissante des ressources naturelles

Principales occasions

- Approvisionnement en engrais plus sobres en carbone
- Réduction du déboisement
- Réduction des émissions provenant du bétail, du sol et de la gestion des nutriments
- Élaboration de compensation des émissions de carbone sur les biens agricoles
- Parc de véhicules électriques

Services financiers

Les services financiers joueront un rôle essentiel dans la transition énergétique, car ils seront amenés à mettre des capitaux à la disposition du secteur privé.

En ce moment, les investissements dans la transition énergétique ne se matérialisent pas assez vite, ce qui occasionne des déficits de financement et des incertitudes. Il sera essentiel au processus de transition énergétique que des capitaux soient disponibles à l'échelle internationale pour l'investissement dans l'adoption d'énergies propres, l'efficacité énergétique et l'électrification.

Étant donné l'importance des services financiers pour la transition énergétique, les institutions de placement devraient connaître une augmentation de l'intérêt à l'égard de leurs services. Elles doivent cependant voir au maintien de niveaux élevés de contrôles préalables et d'analyses lors de l'évaluation des propositions financières afin de pouvoir écarter les projets de peu de valeur.

Principaux défis

- Augmentation du coût du capital
- Équilibre nécessaire entre les objectifs financiers et les ambitions en matière de facteurs ESG
- Gestion des risques liés aux solutions sobres en carbone
- Manque de comparabilité des informations présentées sur les facteurs ESG
- Nouvelles perceptions des consommateurs

Principales occasions

- Accent mis sur les portefeuilles à zéro émission nette
- Promotion du recours à du financement aux fins de la transition énergétique
- Influencer l'objectif de zéro émission nette pour les parties prenantes
- Accès à des capitaux pour des entreprises durables
- Conception de nouvelles approches d'évaluation fondées sur des critères et des mesures ESG aux fins de décisions d'investissement.





Transports

Les Canadiens sont déjà en quête de nouveaux moyens de transport plus écoresponsables. Le secteur devra répondre à leurs besoins tant du point de vue de la consommation personnelle que de celui des infrastructures, ce qui crée de nombreuses occasions de croissance.

La mobilité électrique (l'adoption de véhicules électriques, le train léger sur rail, le métro, les chemins de fer, etc.) révolutionnera le secteur des transports. Puisque le transport électrifié remplacera les parcs de véhicules conventionnels, notamment les autobus municipaux, il faudra mettre en place de nouvelles infrastructures de transport. Le transport ferroviaire, qui a toujours été la pierre angulaire de l'économie canadienne, présente, lui aussi, un fort potentiel de croissance. Par exemple, Metrolinx a récemment mis en route un projet d'expansion du réseau ferroviaire GO (projet On-Corridor) de Toronto, d'un coût approximatif de 15 milliards de dollars⁷⁷.



Principaux défis

- Contraintes existantes en matière d'infrastructures
- Besoin de capitaux importants
- Resserrement croissant de la réglementation de la fabrication de véhicules électriques
- Pénurie de matériaux durables et propres
- Pénurie de main-d'œuvre expérimentée : chauffeurs, mécaniciens, etc.



Principales occasions

- Encourager l'adoption de véhicules électriques
- Offre de solutions de chargement pour les véhicules électriques et la gestion des parcs de véhicules
- Investir dans les technologies (par exemple, hydrogène propre)
- Mise en place de partenariats et d'alliances
- Soutien aux autres secteurs par la conception et le déploiement d'infrastructures

Point à retenir

Les occasions propres à chaque secteur aideront le Canada à décarboner les chaînes de valeur pertinentes tout en incitant les entreprises canadiennes à soutenir la transition énergétique et à créer un système énergétique propre, abordable et sécuritaire. Les exemples cités visent à susciter l'intérêt des parties prenantes et à montrer que l'engagement en faveur de la transition énergétique peut être bénéfique, en particulier pour le secteur pétrolier et gazier, le secteur de l'énergie et des services publics ainsi que ceux des mines et des métaux, de la construction, de l'agriculture, des services financiers et du transport. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive.

Chaque secteur fera face à un degré variable de disruption et de changement. Néanmoins, le Canada a besoin d'une approche plus intégrée et plurisectorielle de la transition énergétique pour assurer l'harmonisation de sa stratégie à l'échelle nationale et la mise en œuvre concertée des objectifs de décarbonation. Le Canada a besoin d'une stratégie audacieuse d'investissement dans des projets d'infrastructure afin de faciliter la transition énergétique et de favoriser un regain de vigueur des efforts de coopération et de conciliation entre tous les ordres de gouvernement et le secteur privé.

Obstacles actuels à la transition énergétique

La transition énergétique est une initiative nationale importante, mais la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique du Canada ne semble pas se concrétiser très rapidement. Selon notre expérience auprès des clients et nos recherches, quatre obstacles principaux freinent les initiatives de décarbonation à ce jour.

Désalignement

Le Canada est un grand pays où les points de vue politiques et sociaux à l'échelle de la population, des entreprises, des provinces et des partis politiques sont très diversifiés. Pour lutter avec succès contre les changements climatiques, il importe d'aborder la transition énergétique qui doit être entreprise partout au pays avec un même état d'esprit. Le plan d'action pour les changements climatiques est une priorité et la transition énergétique est une solution clé. Toutefois, les parties prenantes continuent d'adopter des stratégies et des perspectives divergentes pour s'attaquer à cet enjeu, augmentant ainsi les risques climatiques et perturbant les activités de décarbonation.

Sous-financement

Le sous-financement de la transition énergétique s'explique par l'accès limité aux capitaux et l'augmentation du coût du capital. Le Canada devra consacrer environ 2 billions de dollars d'ici 2050 à la transition vers une économie à zéro émission nette⁷⁸. Pour réaliser ces investissements massifs, les secteurs public et privé devront injecter des fonds qui serviront à développer, à tester et à déployer de nouvelles technologies novatrices à grande échelle. Toutefois, les entreprises et les gouvernements parviennent difficilement à mobiliser des fonds de façon efficace et à les utiliser pour combler les besoins de façon cohérente.

Solutions fragmentaires

Les parties prenantes des gouvernements et des entreprises sont parfois démesurément absorbées par la résolution d'un problème unique et oublient de tenir compte du contexte général et des conséquences. Elles ont également tendance à travailler en vase clos et à ne pas reconnaître pleinement la valeur de la collaboration et des partenariats. Elles élaborent donc des solutions fragmentaires qui engendrent de nouveaux problèmes inattendus qui subsistent longtemps, augmentant ainsi la complexité du processus de décarbonation et l'incertitude.

Déresponsabilisation

Toute transformation requiert un leadership fort. Dans le contexte de la transition énergétique, le Canada a besoin de leaders qui prendront en main et guideront la mise en œuvre d'un plan stratégique et en assumeront la responsabilité. Tous les ordres de gouvernement doivent jouer un rôle vital au chapitre de la politique, du financement et de la réglementation. Les dirigeants d'entreprise et les leaders du secteur public doivent aussi s'assurer que leur organisation et leur milieu maintiennent le cap et tiennent leurs engagements, respectent leurs objectifs et mènent à bien leurs plans d'action en matière de transition énergétique. À ce jour, les parties prenantes clament haut et fort qu'elles prônent les mesures durables, mais elles sont peu nombreuses à obtenir des résultats positifs.

Point à retenir

Au Canada, les progrès réalisés au chapitre de la concrétisation de la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique ont été freinés par quatre obstacles principaux : le désalignement, le sous-financement, les solutions fragmentaires et la déresponsabilisation. Que les parties prenantes ne se leurrent pas, la transition énergétique coûtera cher et sa mise en œuvre sera souvent ardue.

L'économie canadienne doit se transformer en profondeur pour relever les défis posés par les changements climatiques et tirer parti des possibilités propres aux secteurs. Il faudra une approche nouvelle et globale pour établir un plan d'action qui tient compte du contexte, des possibilités et des obstacles.

Plan de transition énergétique à cinq piliers

Il est complexe et délicat d'évaluer les progrès réalisés au chapitre de la transition énergétique. D'une part, le Canada doit être fier, étant donné que les principaux joueurs du marché des combustibles fossiles se sont déjà fixé des cibles de décarbonation et innovent en développant conjointement de nouvelles technologies, comme des technologies propres à base d'hydrogène⁷⁹. D'autre part, les émissions brutes du secteur ont augmenté ou se sont stabilisées selon les provinces, un scénario de la transition énergétique qui est compliqué et dont les résultats à venir sont incertains.

Toutefois, chez EY, nous croyons qu'il faudra une approche plus globale pour concrétiser la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique du Canada. Les équipes d'EY proposent un plan de transition énergétique à cinq piliers appuyé par trois outils stratégiques, pour ouvrir la voie vers une économie décarbonée :



Pilier 1 : Définir le réseau énergétique de l'avenir

Définir le bouquet
énergétique de l'avenir

Repérer les
lacunes en matière
d'approvisionnement
énergétique

Élaborer une stratégie
énergétique nationale

Créer un corridor
d'infrastructure
national





Pilier 2:
Améliorer le
cadre de politique
publique et de
réglementation

Poursuivre la
publication de
livres blancs sur la
réglementation

Élaborer une
réglementation
favorisant la transition
énergétique

Encourager la
préservation de la
biodiversité dans la
réglementation



Pilier 3:
Élaborer un
mécanisme de
financement

Élaborer un nouveau
cadre d'évaluation des
investissements

Allouer davantage
de fonds publics à
la recherche et aux
mesures incitatives

Augmenter le
financement consacré
à la lutte contre
les changements
climatiques



Pilier 4:
Éduquer le
consommateur
et orienter son
comportement

Investir dans la
formation sur le
développement durable

Créer des mesures
incitatives pour la
publication de matériel
éducatif à l'intention
des consommateurs



Pilier 5:
Favoriser la
participation
des entreprises

Offrir de nouvelles
formations sur le
développement
durable à l'intention
des cadres

Concevoir des
mécanismes internes
de communication
de l'information et de
responsabilisation

Établir de nouvelles
obligations de
communication
des informations
GES en lien avec
le développement
durable

Fixer des normes
en interne

PILIER

1



Définir le réseau énergétique de l'avenir

Le parcours vers la transition énergétique durera trente ans et exigera de la patience, des investissements et une saine gestion du changement. De nombreuses possibilités s'offrent à nous, notamment l'électrification, l'hydrogène propre et les énergies renouvelables, qui pourront être économiquement rentables et adoptées à grande échelle. Toutefois, les Canadiens doivent également reconnaître que l'énergie traditionnelle, comme le pétrole et le gaz, ne disparaîtra pas et continuera d'être utile, étant donné que la transition énergétique se déroulera sur plusieurs décennies et qu'un virage rapide n'est pas envisageable. Au Canada, nous avons besoin d'une combinaison de ces sources pour gérer efficacement le trilemme énergétique et continuer de bâtir la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique.

Comme il a été mentionné précédemment, l'énergie est de compétence provinciale et chaque province ou territoire a ses propres défis énergétiques, perspectives d'avenir et plans de lutte contre les changements climatiques; toutefois, au Canada, nous devons unir nos voix et adopter une vision commune pour déterminer comment nous ferons la transition vers une économie plus sobre en carbone. Dans certaines circonstances, l'environnement peut être de compétence fédérale, de sorte qu'il pourrait être possible de dresser un plan de transition énergétique national pour réduire les risques liés aux silos d'information, à l'incertitude et aux mesures contre-productives. Cette approche pourrait bénéficier de la mise en place d'un corridor d'infrastructure national.

PILIER

2



Améliorer le cadre de politique publique et de réglementation

Les pays qui se dotent de cadres de politique et de réglementation efficaces peuvent mettre en œuvre des processus de décarbonation économiquement rationnels et prévisibles. Les divers ordres de gouvernement, du municipal au fédéral, ont déjà mis en place des plans d'atténuation des changements climatiques. Ils doivent toutefois élaborer davantage de politiques pour encourager l'adoption de mesures plus concrètes et favoriser l'injection de capitaux dans des solutions qui répondent aux besoins en matière de transition énergétique. Les organismes de réglementation doivent adopter des règlements favorables, comme des normes de présentation de l'information sur la décarbonation et les questions ESG, pour favoriser la participation des parties prenantes de l'industrie aux activités de décarbonation.

Par exemple, le prix du carbone servira d'incitatif pour un plus grand éventail d'initiatives de décarbonation, et l'augmentation de la redevance sur le carbone, qui passera de 50 \$ la tonne à 170 \$ la tonne d'ici 2030, sera importante pour l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette⁸⁰. L'instauration prévue, par le gouvernement fédéral, d'un plafond des émissions du secteur pétrolier et gazier⁸¹ favorisera également la mise en place accélérée des initiatives de transition énergétique dans le secteur.

La préservation de la biodiversité est un autre élément critique devant être pris en considération dans le cadre de politiques publiques et de réglementations. En mettant davantage l'accent sur la biodiversité, il sera possible d'accroître les capacités de compensation des émissions de carbone au Canada et de vendre des crédits sur le marché international. Aux fins de démonstration de la faisabilité, le projet Darkwoods Forest Carbon en Colombie-Britannique couvre 255 000 acres et permet de réduire les émissions annuelles de près de 125 000 tonnes d'éq. CO₂⁸².

PILIER

3



Élaborer un mécanisme de financement

Les investisseurs et les marchés des capitaux peuvent aider le Canada à maximiser ses chances d'atteindre la cible de zéro émission nette. Comme il a été mentionné précédemment, le Canada a besoin d'environ 2 billions de dollars d'ici 2050 pour la transition vers une économie carboneutre⁸³. En février 2022, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 9,1 milliards de dollars dans le cadre du plan de réduction des émissions d'ici 2030 pour atténuer les changements climatiques⁸⁴. L'annonce a été bien accueillie, mais les fonds promis sont loin d'être suffisants. Par conséquent, la priorité pour la transition énergétique du Canada est sans contredit de prendre les mesures appropriées pour améliorer l'accessibilité des capitaux.

Le marché a besoin d'une forme de financement mixte, tant public que privé, pour permettre la réalisation de la vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique. Les investisseurs institutionnels et les banques fiduciaires doivent élaborer des cadres de placement novateurs relatifs aux critères ESG et à l'objectif de zéro émission nette pour simplifier l'accès aux capitaux à grande échelle par les entreprises liées à la transition énergétique (soit celles qui se sont dotées de solides programmes et projets de décarbonation).

PILIER

4



Éduquer le consommateur et orienter son comportement

Les Canadiens doivent mieux comprendre l'importance de la transition énergétique et la pertinence de leurs décisions d'achat. Selon l'indice d'EY de l'évolution des habitudes des consommateurs, 61 % des Canadiens feront plus attention à l'incidence sur l'environnement des produits qu'ils consomment⁸⁵ et 69 % des consommateurs s'attendent à ce que les entreprises trouvent une solution aux problèmes de développement durable⁸⁵. Toutefois, les consommateurs agissent souvent à l'encontre de leurs perceptions, menaçant ainsi le maintien de comportements positifs favorisant le développement durable⁸⁵.

Pour que les émissions de GES diminuent de façon significative, les Canadiens doivent consommer différemment, notamment en adoptant un véhicule électrique, en réduisant leur consommation énergétique à la maison ou en achetant des produits cultivés localement. Il ne suffira pas de souhaiter que les entreprises prennent des mesures pour atténuer les incidences des changements climatiques. Il est donc prioritaire d'offrir des formations et des directives sur le développement durable et la transition énergétique, parce que, sans un changement généralisé de comportement de la part des consommateurs, nous ne pourrions pas réaliser la transition énergétique dans les délais et nous raterons des possibilités importantes.

PILIER

5



Favoriser la participation des entreprises

La transition énergétique offrira de nombreuses possibilités à divers secteurs, lesquels auront pour rôle principal de poursuivre la mise en œuvre du processus de décarbonation au moyen de plans crédibles et de l'adoption de nouvelles technologies à l'appui de l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette. Les entreprises doivent satisfaire aux normes de présentation des informations ESG applicables, élaborer et mettre en œuvre des stratégies de décarbonation et augmenter de façon proactive les capitaux alloués aux projets de transition énergétique.

Les entreprises devraient rendre compte de leurs initiatives de décarbonation, et les parties prenantes externes devraient faciliter l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette au moyen d'initiatives publiques pertinentes, de financement et d'obligations d'information. Les nouvelles normes de communication et de présentation de l'information pourraient constituer des obligations exécutoires de participation plus strictes pour les entreprises, mais l'atteinte de la cible de décarbonation doit être motivée davantage par leurs intentions et leurs perspectives que par les pressions extérieures.

OUTIL



Technologie et innovation

La technologie est un outil essentiel, mais elle n'est pas la solution pour la transition énergétique. La décarbonation passera obligatoirement par la transformation innovatrice des processus et systèmes traditionnels. Toute transformation se faisant plus aisément en tirant parti des technologies et en réduisant les inefficacités, il faudra donc encourager les investissements proactifs dans l'innovation pour accélérer l'atteinte de la cible de zéro émission nette.

Les parties prenantes canadiennes peuvent avoir recours à de nouveaux outils et gadgets pour mener à bien l'ensemble des cinq piliers, mais ces outils et gadgets doivent être adaptés, ajustés et améliorés pour appuyer les initiatives de décarbonation. Des études devront être réalisées pour obtenir des éléments probants quantifiables, réduire l'exposition aux risques et effectuer des analyses de rentabilisation qui permettront de justifier les coûts de l'innovation. Pour les marchés réglementés, cette approche est nécessaire pour orienter les points de vue des organismes de réglementation.

OUTIL



Placer l'être humain au centre

Chez EY, nous croyons que les gens sont au cœur de la création de valeur. Selon notre étude, les dirigeants d'entreprise qui prennent délibérément des mesures pour soutenir les gens dans le cadre du changement sont 2,6 fois plus susceptibles de réussir. La transition énergétique ne fait pas exception. La transformation requise peut être induite par une raison d'être, celle de bâtir un monde meilleur pour nous et les générations à venir. Pour opérer un véritable changement sociétal, il faut que le talent s'appuie sur des cultures axées sur le soutien. Si les gens ne sont pas en mesure d'évoluer par eux-mêmes, comment les parties prenantes peuvent-elles s'attendre à pouvoir changer l'ensemble des systèmes à l'échelle de la société?

Dans chaque pilier du plan d'action, il importera de toujours tenir compte de l'incidence sur les gens. À chaque étape du parcours vers le réseau énergétique de 2050, il faut créer et générer de la valeur pour les parties prenantes et les collectivités pertinentes. La transition équitable est en voie de devenir un concept plus prolifique, c'est un exemple parfait où la transition énergétique devrait générer des bénéfices équitables et partagés pour les gens, en particulier les groupes vulnérables.



OUTIL



Partenariats et associations

Les partenariats et les associations sectorielles, comme Pathways Alliance, peuvent favoriser la collaboration intersectorielle, le partage des connaissances et la mise en œuvre de mesures conjointes. En outre, les programmes du gouvernement fédéral et des entreprises sont tout autant valables pour susciter la sensibilisation, la participation, la mise en œuvre et le financement des possibilités de transition énergétique. La poursuite de la décarbonation nécessitera d'abondantes ressources, de sorte que les associations et les partenariats sont extrêmement importants en ce qu'ils permettront de répondre aux besoins en matière de ressources grâce à une combinaison de connaissances, de formation et d'expertise. Pour être efficace, le processus de transition énergétique doit faire intervenir de multiples secteurs qui travailleront en collaboration et se soutiendront les uns les autres pour atteindre l'objectif commun.

Plateformes de collaboration

Les programmes du gouvernement fédéral et des entreprises, comme Pathways Alliance, sont essentiels pour la sensibilisation, la participation, la mise en œuvre et le financement des possibilités de transition énergétique.

Point à retenir

L'économie canadienne doit se transformer en profondeur pour relever les défis posés par les changements climatiques et tirer parti des possibilités propres aux secteurs. Une toute nouvelle approche holistique doit être adoptée pour dresser un plan d'action qui tienne compte du contexte, des possibilités et des obstacles. Les équipes d'EY proposent un plan de transition énergétique à cinq piliers qui englobe ces éléments : définir le réseau énergétique de l'avenir, améliorer le cadre de politique publique et de réglementation, élaborer un mécanisme de financement, éduquer le consommateur et orienter son comportement et favoriser la participation des entreprises. Ces piliers sont également appuyés par trois outils habilitants : la technologie et l'innovation, placer l'être humain au centre et les partenariats et associations.

Le rôle du Canada dans la transition énergétique mondiale

Le Canada est intégré aux marchés mondiaux de l'énergie et de la gestion de l'environnement, de sorte qu'il exerce une certaine influence pour aider à relever les défis à l'échelle de la planète. Compte tenu de la volatilité du contexte géopolitique mondial actuel, le Canada dispose d'une possibilité unique d'appuyer les initiatives mondiales de transition énergétique à l'étranger, tout en s'efforçant de concrétiser au pays sa vision 2050 pour l'avenir du réseau énergétique.

1

Partage des meilleures pratiques de présentation de l'information

Le Canada a adopté les meilleures pratiques en matière de facteurs ESG pour ce qui est de l'extraction, de l'achat et du transport des ressources naturelles⁸⁶. D'importants joueurs du milieu des investisseurs du Canada exigent la bonification des informations liées aux questions ESG et aux changements climatiques pour améliorer la prise de décisions en matière d'affectation des capitaux et mieux évaluer les risques qui y sont liés et auxquels les entreprises et les secteurs d'activité sont exposés⁸⁷.

Pour ce faire, il a été recommandé d'évaluer la performance au chapitre des questions ESG pertinentes et de présenter l'information sur celle-ci conformément aux normes de l'International Sustainability Standards Board (ISSB). L'IFRS Foundation a mis sur pied l'ISSB à Montréal en juin 2022, plaçant le Canada à l'avant-plan de la convergence et de l'adoption des normes de développement durable. Le Canada pourrait partager ses connaissances sur les meilleures pratiques en matière de présentation de l'information avec d'autres territoires.

2

Exportations d'énergie propre

Le secteur canadien de l'énergie peut appuyer les parties prenantes mondiales en répondant en priorité aux besoins en matière d'hydrogène propre et de GNL. Le Canada exporte depuis longtemps des ressources naturelles, et ses secteurs ont amélioré leur performance environnementale. Grâce à la plus faible intensité des émissions de carbone de ses chaînes de valeur et à l'accessibilité des infrastructures, le Canada peut aider d'autres pays en les approvisionnant en produits plus propres. Par exemple, le Canada devrait être en mesure de livrer au Japon, d'ici 2026, de l'ammoniac produit par Itochu en Alberta⁸⁸. Comme les applications et les technologies en aval sont concurrentielles sur le plan des coûts, par exemple pour l'automobile et la machinerie, ces produits peuvent également être exportés vers d'autres pays et utilisés à l'appui de l'adoption accrue de biens et services sobres en carbone.



3

Soutien aux pays en voie de développement

Le Canada a un rôle à jouer pour aider les pays en voie de développement à atteindre leur objectif de zéro émission nette, ces pays étant responsables de 63 % des émissions de GES à l'échelle mondiale⁸⁹, de sorte que les défis posés par les changements climatiques ne peuvent être relevés que grâce à une collaboration et à des mesures véritablement mondiales.

Au cours de la dernière décennie, grâce au mécanisme pour un développement propre du protocole de Kyoto, le développement et le changement au sein des pays en voie de développement ont pu être financés⁹⁰. Ce protocole permet à un pays qui s'est engagé à réduire ses émissions de mettre en œuvre dans des pays en voie de développement des initiatives visant la carboneutralité. Les réductions réalisées dans le cadre de cette initiative peuvent être utilisées par les commanditaires pour atteindre leurs propres cibles nationales. Le Canada pourrait accroître le soutien à cette initiative, continuer de partager les innovations et les connaissances technologiques et soutenir les initiatives mondiales de décarbonation, tout en tirant parti de crédits de carbone internationaux additionnels.

Point à retenir

Le Canada n'est pas nécessairement un joueur de premier plan de la consommation d'énergie ou de produits. En revanche, les entreprises canadiennes disposent principalement de possibilités d'innover à l'échelle mondiale et de soutenir d'autres pays en partageant les connaissances et les ressources, en particulier dans le contexte des exportations d'énergie propre, ce qui pourrait être très lucratif pour l'économie.

Le Canada peut aider à relever les enjeux actuels liés à la demande mondiale de pétrole et de gaz en fournissant des produits plus sobres en carbone dans le cadre de pratiques d'approvisionnement durables. La demande de combustibles fossiles ne devrait pas diminuer de sitôt, de sorte que les entreprises canadiennes du secteur de l'énergie pourraient offrir des produits de source éthique à d'autres pays dans le besoin.

Points critiques que les organisations doivent prendre en considération

Les parties prenantes de la transition énergétique feront face à plusieurs défis et incertitudes ainsi qu'à des possibilités intéressantes, tout au long de la transition. Répondez aux questions suivantes pour déterminer si votre organisation est prête à soutenir le réseau énergétique de 2050 :

1. Notre organisation a-t-elle une stratégie et une vision permettant la transition énergétique?
2. Quel est notre rôle dans la transition énergétique?
3. Quelle est notre approche en matière de participation des parties prenantes pour faciliter la transition énergétique?
4. Comment nos concurrents se positionnent-ils sur le plan de la participation à la transition énergétique?
5. Comment pouvons-nous tirer parti des possibilités offertes par la transition énergétique?
6. Quelles sont les normes de présentation de l'information ESG qui s'appliquent à notre organisation et que devons-nous faire pour nous y conformer?
7. Quelles sont les subventions et mesures incitatives qui s'appliquent à notre entreprise?
8. Avons-nous planifié différents scénarios liés à la transition énergétique?

Comment les équipes d'EY peuvent aider

La transition énergétique est primordiale pour l'atteinte des objectifs de zéro émission nette du Canada et la transformation de l'économie en vue de l'avenir. Les équipes d'EY sont pleinement conscientes de la transition du marché et des tendances actuelles, et nous nous consacrons à soutenir les parties prenantes pertinentes tout au long de ce parcours. Nous aidons les organisations des secteurs privé et public à surmonter les obstacles existants et à élaborer des stratégies dans le but de favoriser la mise en œuvre de la transformation et de les aider à obtenir des résultats réels et tangibles.

Nos services comprennent, notamment :

Stratégie de la transformation conception du modèle d'exploitation, recherche et analyse de marché, stratégie d'accès au marché, planification de scénarios, innovation et planification intégrée.

Changements climatiques et développement durable stratégies d'optimisation de l'énergie, gestion des risques liés aux changements climatiques et planification de scénarios, consultation en matière de changements climatiques et de stratégie de décarbonation, analyses de faisabilité de stratégies relatives aux énergies renouvelables ou à la réduction des émissions de carbone, politiques des secteurs public et privé, systèmes de gestion des émissions de GES, stratégie ESG et présentation de l'information ESG.

Consultation, Chaîne d'approvisionnement et exploitation stratégie de la chaîne d'approvisionnement et amélioration de la visibilité, planification numérique intégrée, optimisation de l'offre, excellence de la fabrication et usine intelligente, et traitement numérique.

Fiscalité observation et communication de l'information à l'échelle mondiale, encouragements, crédits de carbone, prix de transfert et documentation, planification fiscale, fiscalité transactionnelle, services consultatifs en risque et comptabilité fiscale, politique et contestation fiscales.

EY-Parthenon services de consultation en stratégie, stratégie de croissance d'entreprise, stratégie et exécution des transactions, stratégie de restructuration et de redressement, stratégie numérique et stratégie commerciale.

A large wind turbine stands in a lush green field under a dramatic sunset sky. The sun is low on the horizon, casting a warm orange glow across the clouds and the landscape. The turbine's blades are white and extend across the frame. The overall scene conveys a sense of clean energy and environmental harmony.

Conclusion

Il est crucial que le Canada réussisse sa transition énergétique pour atteindre ses objectifs au chapitre de la lutte contre les changements climatiques et pour accéder aux possibilités financières. Bien que la transformation soit déjà en cours, le Canada en est encore aux premiers jours de sa transition énergétique. Pour réussir, il devra obtenir l'adhésion d'un plus grand nombre de parties prenantes, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Il est impératif qu'ils travaillent de concert pour déterminer un équilibre réel et une voie à suivre, tout en collaborant pour s'attaquer pleinement au trilemme énergétique.

Le Canada dispose de possibilités uniques à l'échelle nationale, des réseaux d'électricité propre à l'agriculture durable. Chaque province a des priorités et des possibilités qui lui sont propres, fondées sur sa population, ses facteurs économiques et l'existence d'options de réduction des émissions de GES. Le Canada a un rôle à jouer sur la scène internationale en ce qu'il peut partager les connaissances et les ressources clés obtenues dans le cadre de son propre parcours de décarbonation.

L'avenir de la transition énergétique au Canada est prometteur et plein de possibilités de décarboner les chaînes de valeur, d'innover et d'offrir de nouveaux produits et de nouvelles solutions aux marchés nationaux et internationaux. Notre plan de transition énergétique à cinq piliers est la voie à suivre pour décarboner l'économie.

Dans l'ensemble, les organisations qui réussiront seront celles qui pourront comprendre le contexte de la transition énergétique, repérer les possibilités pertinentes et interagir de façon proactive avec les autres parties prenantes du marché pour respecter leurs propres engagements et répondre à leurs propres besoins en matière de transition énergétique et à ceux du pays. Pour le réseau énergétique, 2050, c'est très bientôt, et le Canada a la possibilité de transformer l'économie pour qu'elle devienne plus durable sur le plan environnemental et plus prospère sur le plan financier.

Ce changement commence dès aujourd'hui.

Personnes-ressources et réviseurs



Kent Kaufield

leader, Marchés ESG et
chef du développement durable,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
kent.d.kaufield@ca.ey.com
+1 403 206 5100



Thibaut Millet

associé, Services en changements
climatiques et développement durable,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
thibaut.millet@ca.ey.com
+1 514 879 2846



Stephanie Hamilton

directrice, Services en changements
climatiques et développement durable,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
stephanie.hamilton@ca.ey.com
+1 514 879 6501



Anne-Marie Hubert

associée, Finance durable
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
anne-marie.j.hubert@ca.ey.com
+1 514 874 4382



Daniela Carcasole

associée et leader, Certification,
marchés du Centre du Canada,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
daniela.carcasole@ca.ey.com
+1 416 943 5306



Greg Boone

associé et leader du marché de la
Fiscalité du secteur de l'énergie,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
greg.boone@ca.ey.com
+1 403 206 5306



Lance Mortlock

associé directeur, Énergie, Canada,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
lance.mortlock@ca.ey.com
+1 403 206 5277



Craig Sabine

associé délégué, Transition énergétique,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
craig.sabine@ca.ey.com,
+1 416 932 4219



Dan Zilnik

associé, Stratégie et transactions,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
dan.zilnik@parthenon.ey.com
+1 416 892 7730



Francis Claude

chef d'équipe senior,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
francis.claude@ca.ey.com
+1 403-472-2952



Chris Palmer

chef d'équipe senior,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
chris.palmer@ca.ey.com
+1 403 206 5465



Alexandr Kim

conseiller senior,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
alexandr.kim@ca.ey.com
+1 403 592 9987



Maria Suarez

conseillère senior,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
maria.suarez.santana@ca.ey.com
+ 604 364 9974



Jonathan Malowney

conseiller,
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
jonathan.malowney@ca.ey.com
+1 416 932 4023

Références

- 1, 3 Programme des Nations Unies pour l'environnement. (27 octobre 2022). Tiré du Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : <https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2022-sur-lecart-entre-les-besoins-et-les-perspectives-en-matiere-de-reduction-des>
- 2 AIE. (8 mars 2022). Global Co2 Emissions rebounded to their highest level in history in 2021. Récupéré à partir du site : <https://www.iea.org/news/global-co2-emissions-rebounded-to-their-highest-level-in-history-in-2021>
- 4 Kraaijenbrink, J. (18 décembre 2018). What Does VUCA Really Mean? Récupéré à partir du site de Forbes : <https://www.forbes.com/sites/jeroenkraaijenbrink/2018/12/19/what-does-vuca-really-mean/?sh=4ec7ea6317d6>
- 5 Nations Unies. (2021). Note thématique sur la transition énergétique. Nations Unies.
- 6 Bocca, R. (26 mai 2022). 5 strategies to navigate the shifting frontiers of the energy transition. Récupéré à partir du site du Forum économique mondial : <https://www.weforum.org/agenda/2022/05/5-strategies-actions-navigate-energy-transition/>
- 7 Oxford Institute for Energy Studies. (2021). Uncertain Past, Uncertain Future: How Assumptions About the Best Shape Energy Transition Expectations. Oxford Institute for Energy Studies.
- 8 Forum économique mondial. (2021). Fostering Effective Energy Transition - Insight Report. Forum économique mondial.
- 9 Gouvernement du Canada. (11 novembre 2022). Les systèmes de tarification de la pollution par le carbone au Canada. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/fonctionnement-tarification-pollution.html>
- 10 AIE. (17 décembre 2021). The cost of capital in clean energy transitions. Récupéré à partir du site de l'AIE : <https://www.iea.org/articles/the-cost-of-capital-in-clean-energy-transitions>
- 11 Glasgow Science Centre. (7 avril 2021). The Energy Trilemma. Récupéré à partir du site du Glasgow Science Centre : <https://www.glasgowsciencecentre.org/our-blog/the-energy-trilemma#:~:text=The%20Energy%20Trilemma%20refers%20to,world%20we%20live%20in%20today.>
- 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19 Conseil mondial de l'énergie. (non daté) World Energy Trilemma Index. Récupéré à partir du site du Conseil mondial de l'énergie : <https://www.worldenergy.org/transition-toolkit/world-energy-trilemma-index>
- 15 AIE. (non daté) Electricity security matters more than ever. Récupéré à partir du site de l'AIE : <https://www.iea.org/reports/power-systems-in-transition/electricity-security-matters-more-than-ever>
- 20 Eurostat. (non daté) From where do we import energy? Récupéré à partir du site d'Eurostat : [https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html#:~:text=Russia%20is%20the%20main%20EU,and%20Nigeria%20\(both%206%20%25\).](https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html#:~:text=Russia%20is%20the%20main%20EU,and%20Nigeria%20(both%206%20%25).)
- 21 Conolly, K. (8 juillet 2022). Germany to reactivate coal power plants as Russia curbs gas flow. Récupéré à partir du site de The Guardian : <https://www.theguardian.com/world/2022/jul/08/germany-reactivate-coal-power-plants-russia-curbs-gas-flow>
- 22 Maximow, T. (8 mai 2022). Energy Security in Europe - National Perspectives Part 1: Poland. Récupéré à partir du site du Federal Ministry for Economic Affairs and Climate Action : <https://www.euki.de/en/news/energy-security-europe-poland/>
- 23 Abnett, K. (17 mars 2022). Poland 'looking again' at role of gas in green energy transition. Récupéré à partir du site de Reuters : <https://www.reuters.com/business/sustainable-business/poland-looking-again-role-gas-green-energy-transition-2022-03-17/>
- 24 Naturvardsverket. (non daté). Swedens Climate Act and Climate Policy Framework. Récupéré à partir du site de Naturvardsverket : <https://www.naturvardsverket.se/en/topics/climate-transition/sveriges-klimatarbete/swedens-climate-act-and-climate-policy-framework/#:~:text=The%20Climate%20Act%20entered%20into,is%20to%20be%20carried%20out.>
- 25, 28 Bureaux du gouvernement de Suède - Ministère de l'Environnement. (2020). Sweden's long-term strategy for reducing greenhouse gas emissions. Gouvernement de Suède.
- 26 EA. (non daté) Sweden - Key Energy Statistics. Récupéré à partir du site de l'AIE : <https://www.iea.org/countries/sweden>
- 27 Energimyndigheten. (2022). Energy in Sweden 2022 - an overview. Energimyndigheten. Récupéré à partir de : Energimyndigheten.
- 29 Logadóttir, H. H. (décembre 2015). Iceland's Sustainable Energy Story: A Model for the World? Récupéré à partir du site de la United Nations - UN Chronicle : <https://www.un.org/en/chronicle/article/icelands-sustainable-energy-story-model-world>
- 30 31, 32, 33, 34, 35, 36 Richter, A. (2020). Iceland Overview - Energy Market & Geothermal Energy. Renewable Energy Cluster.
- 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44 Conseil mondial de l'énergie. (2021). World Energy Trilemma Index 2021. Conseil mondial de l'énergie.
- 39 Organisation internationale du Travail (non daté). Changement climatique et financement d'une transition juste. Récupéré à partir du site de l'Organisation internationale du Travail : https://www.ilo.org/empent/areas/social-finance/WCMS_840908/lang--fr/index.htm
- 45, 46 Régie de l'énergie du Canada (28 juillet 2022). Profils énergétiques des provinces et territoires. Récupéré à partir du site de la Régie de l'énergie du Canada : <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/donnees-analyse/marches-energetiques/profils-energetiques-provinces-territoires/index.html>
- 47 Régie de l'énergie du Canada (28 juillet 2022). Profils énergétiques des provinces et territoires - Alberta. Récupéré à partir du site de la Régie de l'énergie du Canada : <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/donnees-analyse/marches-energetiques/profils-energetiques-provinces-territoires/profils-energetiques-provinces-territoires-alberta.html>
- 48 Régie de l'énergie du Canada (28 juillet 2022). Profils énergétiques des provinces et territoires - Colombie-Britannique. Récupéré à partir du site de la Régie de l'énergie du Canada : <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/donnees-analyse/marches-energetiques/profils-energetiques-provinces-territoires/profils-energetiques-provinces-territoires-colombie-britannique.html>
- 49 Gouvernement du Canada. (12 juillet 2021). Le gouvernement du Canada confirme sa nouvelle cible ambitieuse de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/07/le-gouvernement-du-canada-confirme-sa-nouvelle-cible-ambitieuse-de-reduction-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre.html>
- 50 CleanBC. (non daté). B.C. is rising to the challenge of climate change. Récupéré à partir du site de CleanBC : <https://cleanbc.gov.bc.ca/>
- 51 Ville de Calgary. (non daté). Calgary Climate Strategy - Pathways to 2050. Récupéré à partir du site de la ville de Calgary : <https://www.calgary.ca/environment/climate.html>
- 52 Grey, D. (28 mars 2022). Carbon Tax in Canada. Récupéré à partir du site Wealthsimple : https://www.wealthsimple.com/en-ca/learn/canada-carbon-tax#is_there_a_carbon_tax_in_canada
- 53, 70 Ollenberger, R., Kwan, R., Dziuba, J., Murphy, M., Gibson, J., & Morrow, D. (2021). Building a Sustainable Future: ESG in Canadian Oil & Gas. BMO Marchés des capitaux.
- 54 Gouvernement du Canada. (22 décembre 2022). Indicateurs clés sur l'énergie, l'économie et l'environnement. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : <https://ressources-naturelles.canada.ca/science-et-donnees/donnees-et-analyse/donnees-et-analyse-energetiques/faits-saillants-lenergie/indicateurs-cles-sur-lenergie-leconomie-et-lenvironnement/23927>
- 55 Gouvernement du Canada. (mai 2022). Faits saillants sur la compétitivité du Canada en matière d'investissement direct étranger. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : https://www.international.gc.ca/trade-commerce/economist-economiste/analysis-analyse/key_facts-2022-05-faits_saillants.aspx?lang=fra
- 56 Bordo, M. D., Redish, A., & Rockoff, H. (2011). WHY DIDN'T CANADA HAVE A BANKING CRISIS IN 2008 (OR IN 1930, OR. Cambridge: National Bureau of Economic Research.
- 57, 87 Nelson, M. (2020). How will ESG performance shape your future. EY.
- 58 Clean Energy Canada. (7 octobre 2019). Poll: Support for energy transition is strong and broad. Récupéré à partir du site de Clean Energy Canada : <https://cleanenergycanada.org/support-for-energy-transition-is-strong-and-broad/>
- 59 Carlier, M. (9 mars 2022). Electric vehicle sales in Canada between 2014 and 2021. Récupéré à partir du site de Statista : <https://www.statista.com/statistics/665870/sales-of-plug-in-light-vehicles-in-canada/>
- 60 Statistique Canada. (6 janvier 2022). Compte économique des produits environnementaux et de technologies propres, 2020. Récupéré à partir du site de Statistique Canada : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220106/dq220106d-fra.htm>
- 61 Canadian Renewable Energy Association. (non daté). By the Numbers. Récupéré à partir du site de la Canadian Renewable Energy Association : <https://renewablesassociation.ca/by-the-numbers/>
- 62 Régie de l'énergie du Canada. (23 mars 2021). Les provinces des Prairies mèneront le peloton pour la croissance des énergies renouvelables. Récupéré à partir du site de la Régie de l'énergie du Canada : <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/regie/salle-presse/communiqués-presse/2021/les-provinces-des-prairies-meneront-peloton-croissance-energies-renouvelables.html>

- 63 Ressources naturelles Canada. (2020). *Stratégie relative à l'hydrogène pour le Canada*. Ressources naturelles Canada.
- 64, 79 Mortlock, L. (2021). *Canada's hydrogen future - risk and rewards*. EY.
- 65 IFRS. (non daté). *Exposé-sondage et lettres de commentaires : Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité*. Récupéré à partir du site des IFRS : <https://www.ifrs.org/content/dam/ifrs/project/general-sustainability-related-disclosures/french/fr-issb-exposure-draft-2022-1-general-requirements.pdf>
- 66 Manifest Climate. (20 octobre 2021). *Canadian Securities Administrators Propose Mandatory TCFD-aligned Reporting Rules*. Récupéré à partir du site de Manifest Climate : <https://www.manifestclimate.com/blog/csa-propose-mandatory-tcfd-aligned-reporting/>
- 67 Kaminski, I. (30 juin 2022). *Fossil fuel industry faces surge in climate lawsuits*. Récupéré à partir du site de The Guardian : <https://www.theguardian.com/environment/2022/jun/30/fossil-fuel-industry-surge-climate-lawsuits>
- 68 Statistique Canada. (1er novembre 2021). *Patrimoine en ressources naturelles du Canada, 2020 (données provisoires)*. Récupéré à partir du site de Statistique Canada : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211101/dq211101a-fra.htm>
- 69, 72 Vitello, C. (1er juin 2021). *Report Reveals Canada's Emissions Increase Greatest in G7*. Récupéré à partir du site du Environmental Journal : <https://environmentjournal.ca/report-indicates-canadas-emissions-increase-greatest-in-g7/>
- 71 Belsie, L. (janvier 2010). *How Regressive is a Price on Carbon?* Récupéré à partir du site de National Bureau of Economic Research : <https://www.nber.org/digest/jan10/how-regressive-price-carbon>
- 73 Flemming, S. (19 mai 2021). *This is why the energy transition will be reliant on the mining industry*. Récupéré à partir du site du Forum économique mondial : <https://www.weforum.org/agenda/2021/05/energy-transition-reliant-on-mining/>
- 74 AIE. (non daté). *Mineral requirements for clean energy transitions*. Récupéré à partir du site de l'AIE : <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions/mineral-requirements-for-clean-energy-transitions>
- 75 Portland Cement Association. (non daté). *Carbon Footprint*. Illinois.
- 76 Gouvernement du Canada. (non daté) *Gaz à effet de serre et agriculture*. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : <https://agriculture.canada.ca/fr/environnement/gaz-effet-serre>
- 77 Top 100 Projects. (non daté). *Go Expansion - On Corridor Works*. Récupéré auprès du site de Top 100 Canada's Biggest Infrastructure Projects : <https://top100projects.ca/the-projects/go-expansion-projects-on-corridor/>
- 78, 83 RBC. (2021). *Une transition à 2 billions de dollars: Vers un Canada à zéro émission nette*. RBC.
- 80 Williams, N. (12 mai 2022). *Canada, industry in talks to cement future carbon price hikes*. Récupéré à partir du site de Reuters : <https://www.reuters.com/business/sustainable-business/canada-industry-talks-cement-future-carbon-price-hikes-2022-05-12/#:~:text=MARKET%20RISK,reach%20net%2Dzero%20by%202050>
- 81 Gouvernement du Canada. (4 octobre 2022). *Plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier*. Récupéré à partir du site du gouvernement du Canada : <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/plafonnement-emissions-secteur-petrolier-gazier.html>
- 82 Offsetters Community. (non daté). *Darkwoods Forest Carbon Project*. Récupéré à partir du site de Offsetters Community : <https://ostromclimate.com/portfolio/darkwoods-forest-carbon-project/#:~:text=Darkwoods%20Forest%20Carbon%20Project%20-%20Ostrom%20Climate%20Darkwoods,in%20partnership%20with%20The%20Nature%20Conservancy%20of%20Canada>
- 84 Bureau du premier ministre du Canada. (29 mars 2022). *De l'air pur et une économie forte pour les Canadiens*. Récupéré à partir du site du Bureau du premier ministre du Canada : <https://pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2022/03/29/de-lair-pur-et-economie-forte-les-canadiens>
- 85 Elshurafa, D. (5 août 2021). *69% of Canadian consumers expect companies to solve sustainability issues*. Récupéré à partir du site d'EY : https://www.ey.com/en_ca/news/2021/08/sixty-nine-percent-of-canadian-consumers-expect-companies-to-solve-sustainability-issues
- 86 Canada Action. (non daté). *Canada's Environmental, Social, Governance (ESG) Leadership*. Récupéré à partir du site de Canada Action - Taking action in support of our vital natural resource sector : <https://www.canadaaction.ca/esg>
- 88 Yaku, F. (3 août 2021). *Itochu's 'blue' ammonia from Canada to power Japan's green future*. Récupéré à partir du site de Nikkei Asia : <https://asia.nikkei.com/Business/Energy/Itochu-s-blue-ammonia-from-Canada-to-power-Japan-s-green-future>
- 89 Centre pour le développement mondial. (non daté). *Developing Countries Are Responsible for 63 Percent of Current Carbon Emissions*. Récupéré à partir du Centre pour le développement mondial : <https://www.cgdev.org/media/developing-countries-are-responsible-63-percent-current-carbon-emissions>
- 90 Le mécanisme pour le développement propre. (non daté). Récupéré à partir du site Action Climat - Nations Unies : <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-kyoto-protocol/mechanisms-under-the-kyoto-protocol/the-clean-development-mechanism>

EY | Travailler ensemble pour un monde meilleur

La raison d'être d'EY est de bâtir un monde meilleur, de créer de la valeur à long terme pour les clients, les gens et la société, et de renforcer la confiance à l'égard des marchés financiers.

S'appuyant sur les données et la technologie, les équipes diversifiées d'EY présentes dans plus de 150 pays instaurent la confiance au moyen de la certification, et aident les clients à prospérer, à se transformer et à exercer leurs activités.

Que ce soit dans les services de certification, de consultation, de stratégie, de fiscalité ou de transactions, ou encore, au sein des services juridiques, les équipes d'EY posent de meilleures questions pour trouver de nouvelles réponses aux enjeux complexes du monde d'aujourd'hui.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes, et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site [ey.com/fr_ca/privacy-statement](https://www.ey.com/fr_ca/privacy-statement). Les sociétés membres d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi l'interdit. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site [ey.com](https://www.ey.com).

© 2023 Ernst & Young S.r.l./s.e.n.c.r.l.. Tous droits réservés.
Société membre d'Ernst & Young Global Limited.

4204748
DE 00

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires, à jour à la date de publication seulement et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Avant d'agir relativement aux questions abordées, communiquez avec EY ou un autre conseiller professionnel pour en discuter dans le cadre de votre situation personnelle. Nous déclinons toute responsabilité à l'égard des pertes ou dommages subis à la suite de l'utilisation des renseignements contenus dans la présente publication.

[ey.com/ca/fr](https://www.ey.com/ca/fr)